

**ÉGYPTE :**

7

UN COUP D'ÉTAT AU NOM DE LA DÉMOCRATIE ET  
DU PEUPLE

NOVEMBRE 2013

DOCUMENT DE TRAVAIL

1 €

0,5 £

1 US\$

30 CZK

75 Rs

### *AVERTISSEMENT*

Nous remercions Monsieur G. Bouvin qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G. Bouvin n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

### *PRESENTATION*

Ce document ne sort qu'en français et en tant que document de travail. Le texte est arrivé à maturité, c'est pourquoi nous le livrons, sous forme de document de travail, à la critique des camarades sans attendre d'autres développements de la situation. Critique dont nous tiendrons compte dans la publication éventuelle d'une autre brochure qui sera, alors, traduite dans plusieurs langues, comme à l'acoutumée.

### *CONTACTS*

Kolektivně **proti** kapitálu

Consulter le site : <http://protikapitalu.org/>

Mouvement Communiste

Ecrire sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter le site : <http://www.mouvement-communiste.com>

## **TABLE DES MATIERES**

<b><u>LA SITUATION AU PRINTEMPS 2013</u></b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>LES ÉVÉNEMENTS QUI ONT PORTÉ AU COUP D'ÉTAT MILITAIRE</b>	<b>4</b>
<b>L'ACCUMULATION DE CAPITAL GRIPPÉE PENDANT LONGTEMPS</b>	<b>7</b>
UN ÉTAT AU BORD DE LA FAILLITE	7
TIMIDES TENTATIVES DE RESTRUCTURATION DE L'ÉTAT PAR LES FRÈRES	9
LES FRÈRES TENTENT DE CONSOLIDER LEUR PRISE DÉMOCRATIQUE DE L'EXÉCUTIF	10
<b><u>DEUX FORCES SE DISPUTENT LA MAITRISE DE L'ÉTAT</u></b>	<b>11</b>
<b>L'ARMÉE : UNE FORCE CONSERVATRICE DE GUERRE CIVILE</b>	<b>11</b>
<b>L'ASSOCIATION DES FRÈRES MUSULMANS ET LE PLJ : LA LONGUE MARCHÉ VERS LES INSTITUTIONS</b>	<b>12</b>
<b>LES AUTRES FORCES POLITIQUES</b>	<b>13</b>
LES PARTIS RELIGIEUX	13
L'OPPOSITION « LAÏQUE » EN QUÊTE PERMANENTE D'ENRACINEMENT	15
LE PND DE SADATE ET DE MOUBARAK, UN CADAVRE QUI CHEMINE ENCORE	16
<b><u>UN COUP D'ÉTAT BIEN ORDONNÉ</u></b>	<b>16</b>
<b><u>UNE GÉOPOLITIQUE EN MOUVEMENT</u></b>	<b>17</b>
<b>LES USA ENTRE ATTENTISME ET SOUTIEN EXPLICITE AU COUP D'ÉTAT</b>	<b>17</b>
<b>LES AUTRES ACTEURS MONDIAUX</b>	<b>18</b>
<b>LES ACTEURS RÉGIONAUX</b>	<b>18</b>
<b>LES VOISINS IMMÉDIATS</b>	<b>20</b>
<b>LE GRAND JEU</b>	<b>20</b>
<b><u>LES FRÈRES : « QUI TROP EMBRASSE, MAL ÉTREINT » ?</u></b>	<b>21</b>
<b>UNE LONGUE HISTOIRE</b>	<b>21</b>
<b>UNE ORGANISATION PRÉ-POLITIQUE</b>	<b>21</b>
<b>LE VERTIGE DU SUCCÈS</b>	<b>22</b>
<b>L'INCAPACITÉ À VOIR LE VENT TOURNER</b>	<b>22</b>
<b>TURQUIE VERSUS ÉGYPTÉ</b>	<b>23</b>
LE CONTEXTE TURC	23
UN PEU D'HISTOIRE	24
LA BASE ÉCONOMIQUE TURQUE	25
LE RÔLE DE L'ARMÉE	26
L'IMPASSE DU SUNNISME	27
<b>L'AVENIR POSSIBLE</b>	<b>27</b>
<b><u>L'ABSENCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE</u></b>	<b>27</b>
<b>PANORAMA DES FORCES EN PRÉSENCE</b>	<b>27</b>
<b>PAS D'AUTONOMIE OUVRIÈRE</b>	<b>29</b>

<b>CONCLUSION</b>	<b>29</b>
<b>UN REGAIN DE BONAPARTISME</b>	<b>29</b>
<b>LA POSSIBILITÉ D'UNE CRISE RÉVOLUTIONNAIRE</b>	<b>30</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>32</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>32</b>
EN FRANÇAIS	32
EN ANGLAIS	32

# LA SITUATION AU PRINTEMPS 2013

## INTRODUCTION

Lorsque les événements du Printemps 2011 ont éclaté en Égypte, dans la foulée de ceux de Tunisie, nous avons analysé ceux-ci comme tentative de compromis historique entre l'armée et les Frères musulmans<sup>1</sup>. Comme chacun le sait, à peine un compromis est-il signé ou acté, que les deux parties font tout pour le contester et le tourner à leur avantage. C'est ce qui s'est bien sûr passé en Égypte où jusqu'à fin 2012 les Frères ont pris l'avantage (et le pouvoir à la suite des premières élections législatives puis présidentielles). Vertige du succès ? Leur tentative de s'approprier le pouvoir judiciaire, en novembre 2012, a, si besoin, donné un signal de plus à l'armée qui a fourbi ses armes. D'autant plus que le gouvernement Morsi voulait contrôler un peu le budget de l'armée.

L'occasion donnée par le mouvement Tamarod, en juin a été la bonne et a été saisie, de suite, par l'armée. Et lorsque les cartes s'abattent, les vrais rapports de force font surface. Les Frères d'abord surpris ont encaissé la répression, les arrestations de leurs principaux dirigeants et font maintenant le dos rond, victimes d'une répression plus ciblée. Usés prématurément par leur incapacité à gérer un État en quasi faillite et incapables de tenir leurs promesses inconsidérées, ils se sont révélés, pour l'instant, n'être qu'une force d'opposition incapable de devenir une force de gestion de l'État, prisonnier de leur idéologie donnée par le cadre général du Sunnisme et leur propre absence de conception de ce qu'est un État moderne.

Il faut dire que l'armée égyptienne, outre être le premier acteur majeur de l'économie, est d'abord et avant tout une armée de guerre civile et qui en a encore apporté la preuve en organisant des massacres des partisans des Frères (environ un millier de morts) directement ou indirectement (en s'appuyant sur les partisans revanchards de Moubarak, police et militants du parti, mais aussi sur des milices de quartier et autres comités populaires anti-islamistes). Ce coup d'État n'a pu avoir lieu sans la bénédiction des USA mais il a agi comme révélateur des rapports de force géopolitiques dans la région en les bouleversant sur fond de guerre civile en Syrie.

Pour en revenir à l'Égypte, nous ne pouvons que constater l'absence de la classe ouvrière se battant pour ses objectifs propres. Absence ne signifie pas inexistence et chacun comprendra qu'entre l'armée et les Frères, les ouvriers observent, pour l'instant, une prudence inspirée par un sain instinct de classe dans un pays où la répression violente des grèves et mouvements est une des composantes marquées des relations sociales.

Le texte comprend donc :

- La situation au printemps 2013,
- Deux forces se disputent la maîtrise de l'État,
- Un coup d'État bien ordonné,
- La géopolitique en mouvement,
- Les Frères : « Qui trop embrasse, mal étreint ? »
- L'absence de la classe ouvrière,
- Une tentative de conclusion,
- Des annexes.

---

<sup>1</sup> « Égypte : compromis historique sur une tentative de changement démocratique » Brochure n°3, Octobre 2011

## **LES ÉVÉNEMENTS QUI ONT PORTÉ AU COUP D'ÉTAT MILITAIRE**

Voici quelques éléments de la chronologie des événements.

Vendredi 28 juin, en réaction à la campagne du groupement Tamarod, (rébellion, en arabe, mouvement lancé par des composantes démocratiques de la jeunesse politisée égyptienne puis soutenu par les militaires et les partisans du régime déchu qui a recueilli entre 15 et 22 millions de signatures pour leur proposition de destituer le président Morsi), se tient, au Caire, une manifestation pro-Morsi rassemblant des centaines de milliers d'islamistes.

Lors des manifestations des jours suivants (à l'occasion du jour anniversaire de l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans) ce sont plusieurs millions de manifestants anti-Morsi qui vont descendre dans les rues des principales villes d'Égypte pour appeler à la destitution de Morsi, mais aussi pour revendiquer une amélioration immédiate de leurs conditions de vie.

L'Égypte est le théâtre depuis le printemps de contestations contre la politique de Morsi. Tamarod, reproche au président Morsi d'avoir négligé les revendications sociales nées de la chute de Moubarak en 2011, des erreurs politiques à répétition et une situation économique en forte dégradation. Les manifestations de masse au cours des dernières 48 heures ont déjà dépassé les niveaux de participation de 2011. Elles se déroulent dans toute l'Égypte (Haute-Égypte, Delta du Nil et les villes du Canal de Suez). Les régions agricoles, y compris le gouvernorat de Sohag qui était l'une des circonscriptions des Frères musulmans, ont rejoint les manifestations antigouvernementales dans tout le pays. Le gouvernorat d'Al-Fayoum, qui avait massivement voté en faveur de la nouvelle constitution et de Morsi, a également vu des manifestations de masse et a rejoint la campagne de désobéissance civile dans tout le pays. Les manifestations ont pratiquement bloqué le réseau ferroviaire, les routes principales et autoroutes reliant les zones rurales aux grandes villes.

Dès le début du mouvement, l'armée<sup>2</sup> va sécuriser la zone stratégique du Canal de Suez, et va se déployer (sans intervenir) autour de tous les lieux sensibles où pourraient avoir lieu des affrontements entre pro et anti-Morsi. De son côté, la police annonce qu'elle n'interviendra pas si les manifestants anti-Morsi attaquent les quartiers généraux et locaux des Frères musulmans. Dans la pratique, non seulement la police n'est pas intervenue lors des attaques contre les bâtiments occupés par les Frères, mais certains de ses éléments ont souvent sympathisé ou pris part directement aux destructions. On assiste à des affrontements sporadiques entre les pro- et anti-Morsi qui vont faire plusieurs morts et des centaines de blessés dans toute l'Égypte.

Lundi 1er juillet, l'armée fait monter la pression et, par la voix de son représentant (également ministre de la Défense du gouvernement Morsi), le général Abdel-Fattah El-Sisi, lance un ultimatum de 48 heures au gouvernement pour qu'il accède aux revendications des manifestants. L'armée stipule qu'en cas de refus, elle émettra une feuille de route. L'ultimatum de l'armée est accueilli par des explosions de joie par les manifestants anti-Morsi. Morsi déclare à minuit qu'il ne cédera pas à la pression des militaires, qu'il ne renoncera pas à la présidence et qu'il est prêt à verser son sang pour défendre sa fonction conquise « démocratiquement ». L'armée répond par un communiqué déclarant qu'elle est prête à verser son sang pour la défense de la patrie. Plusieurs ministres du gouvernement Morsi démissionnent.

Mardi 2 juillet, Morsi rejette l'ultimatum de l'armée et réaffirme qu'il a été démocratiquement élu (51,73 % des voix en 2012 et près de 78 % des voix pour la nouvelle constitution). Le soir, à l'université du Caire, un groupe armé (probablement issu de l'armée) ouvre le feu à l'arme automatique sur les manifestants pro-Morsi, faisant 16 tués et environ 200 blessés. La pression sur Morsi s'accroît.

Mercredi 3 juillet, comme prévu, l'armée égyptienne suspend la constitution, dissout la chambre haute, destitue le président Morsi et impose sa feuille de route<sup>3</sup>. Le général Abdel Fattah

---

<sup>2</sup> Quelques jours auparavant, l'armée avait rétabli dans ses prérogatives le procureur général de l'époque Moubarak que Morsi venait de limoger.

<sup>3</sup> Feuille de route : La suspension temporaire de la constitution ; Formation d'un comité comprenant toutes les couches de la société et les experts chargés d'examiner les amendements proposés à la constitution ; Le chef de

al-Sisi, entouré des responsables des trois corps d'armée, de la police, ainsi que des leaders de l'opposition, du grand imam de la mosquée al-Azhar Ahmed El-Tayyeb, du patriarche de l'église Copte Tawadros II et des représentants du parti salafiste d'Al Nour, annonce que le Président du Conseil Constitutionnel, Adli Mansour, est nommé président par intérim. En clair, il s'agit d'un coup d'état militaire brillamment orchestré dans lequel l'armée reprend en sous-main la direction des opérations qu'elle n'avait jamais vraiment quittée et « confie » le pouvoir à la société civile.

Jeudi 4 juillet, Adli Mansour, prête serment en tant que président intérimaire. L'armée lance des mandats d'arrêt contre 300 dirigeants des Frères musulmans. L'armée s'empare des stations de TV régies par les islamistes, arrête leurs équipes et bloque leurs émissions.

Vendredi 5 juillet, le guide suprême des Frères musulmans, Mohammed Badie appelle à se mobiliser « *par millions* » jusqu'au retour au pouvoir de Morsi et dénonce un « *coup d'État militaire* ». On dénombre plus de 37 morts et 1 000 blessés, surtout au Caire, à Alexandrie et dans le Sinai qui connaît une recrudescence des violences avec des attaques contre les forces de sécurité.

Lundi 8 juillet, une cinquantaine de personnes est tuée au Caire, dans le quartier de Nasr City, aux abords de la caserne de la Garde républicaine durant une manifestation de partisans de Morsi. Les Frères musulmans appellent au « soulèvement ». Les salafistes d'Al Nour, deuxième formation islamiste d'Égypte après les Frères musulmans, annoncent leur retrait des négociations sur la composition d'un gouvernement de transition. Les salafistes, qui avaient approuvé le renversement de Morsi, récuse les noms de deux libéraux, refusant que le social-démocrate Ziad Bahaa ElDin devienne Premier ministre et que Mohamed ElBaradei accède à la vice-présidence. Autre signe que la situation reste tendue, le grand imam Ahmed Al-Tayeb d'Al-Azhar, la principale autorité sunnite d'Égypte, a annoncé qu'il se plaçait en retraite jusqu'à la fin des violences alors qu'il avait pourtant apporté jeudi sa caution à la mise en place d'une feuille de route présentée par l'armée pour mener la transition.

Mardi 9 juillet, l'économiste de tendance libérale, Hazem Beblawi, est chargé de diriger le gouvernement de transition en Égypte. Le prix Nobel de la paix Mohamed ElBaradei, devient vice-président en charge des relations internationales. L'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et le Koweït annoncent des aides financières. Témoinnant des divisions qui règnent au sein des organisations islamistes, le parti d'Al Nour (salafiste) a accepté de soutenir le plan de transition présenté par les militaires tout en n'occupant pas de poste au gouvernement. « *Avant que quiconque décide de se sacrifier pour la présidence de Mohamed Morsi, chacun doit réfléchir au fait qu'il risque de perdre sur les deux tableaux* », a expliqué le parti dans un communiqué.

Mardi 16 juillet, constitution du nouveau gouvernement dont les Frères sont absents. Le général Abdel Fattah al-Sisi conserve le poste de ministre de la Défense et occupe également le poste de vice-Premier ministre. Le gouvernement intérimaire annonce qu'il va faire le nécessaire pour assurer des élections dans les six mois à venir.

Mercredi 24 juillet, les États-Unis suspendent la livraison de chasseurs F-16 adoptant une position attentiste : pas de dénonciation du coup d'État ; pas de chèque en blanc aux généraux.

Vendredi 26 juillet, suite à l'appel du général Abdel Fattah al-Sisi au peuple égyptien à descendre en masse dans les rue pour lui donner le mandat d'en finir avec le terrorisme et la violence, il y a des manifestations massives pro et anti-Morsi. Ce dernier est placé en détention

---

la Cour suprême constitutionnelle, Adli Mansour, sera assermenté comme nouveau dirigeant provisoire de l'État; Premières élections présidentielles, avec le chef de la Cour constitutionnelle, gestion des affaires du pays pendant la période transitoire, jusqu'à ce qu'un nouveau président soit élu ; Le chef de la Cour constitutionnelle aura le pouvoir d'émettre des décrets constitutionnels au cours de la période intérimaire ; La formation d'un gouvernement national technocrate qui apprécie les pleins pouvoirs pour gérer la période de transition ; Mise en place d'un code de médias d'éthique afin d'assurer la liberté des médias ; Mesures exécutives à prendre pour permettre aux jeunes d'être impliqués dans les institutions de l'État ; La Cour constitutionnelle exhortée à rapidement approuver le projet de loi d'élections législatives et commencer à se préparer pour les élections législatives ; Création d'un Comité de réconciliation nationale ; Le peuple égyptien exhorté à rester pacifique dans ses protestations. (Source : Reuter)

préventive pour complicité présumée avec le Hamas, lors de son évvasion des prisons de Moubarak en 2011.

Samedi 27 juillet, quelques heures après la dispersion de manifestations massives pro et anti-Morsi, des manifestants pro-Morsi auraient tenté de bloquer un pont routier, et se seraient affrontés avec les habitants du quartier. L'intervention de la police fait plus de 80 tués et de 400 blessés dans les rangs islamistes. Le ministre de l'Intérieur, Mohamed Ibrahim, annonce la dispersion très prochaine des campements en cours de la part des pro-Morsi.

Mercredi 31 juillet, le gouvernement provisoire donne le feu vert aux forces de l'ordre pour mettre fin aux sit-in des pro-Morsi sur la place Rabaa al-Adawiya et sur la place Nahda. S'ensuit un ballet diplomatique intense (mais sans grands résultats) d'une dizaine de jours des puissances occidentales pour tenter de résoudre la crise et éviter que les forces de l'ordre ne dispersent les sit-in dans le sang.

Mercredi 14 août, après des jours de tractation sans résultat entre l'État et les Frères, les forces de l'ordre nettoient les deux places occupées depuis plus d'un mois par les pro-Morsi. L'opération de nettoyage est à ce stade un pari risqué de la part des Généraux. Dans ce type d'intervention, les dégâts sont inévitables compte tenu de la résistance souvent armée opposée par les pro-Morsi. Le bilan est lourd, plus de 600 morts et de 3 500 blessés dans l'ensemble du pays. L'état d'urgence est déclaré et un couvre-feu est imposé dans la plupart des grandes villes égyptiennes. El-Baradeï, vice-président, démissionne, refusant de cautionner l'intervention des forces de l'ordre.

Jeudi 15 août, les forces de l'ordre sont autorisées à tirer à balles réelles sur tout manifestant s'en prenant aux biens publics ou à leurs représentants.

Samedi 17 août, les forces de l'ordre évacuent un millier de pro-Morsi qui occupaient la mosquée Al-Fatha. Les premiers pro-Morsi qui se rendent sont attaqués par des milices populaires. Les forces de l'ordre doivent s'interposer pour éviter le lynchage des pro-Morsi. En réaction au nettoyage des deux places et à l'évacuation de la mosquée, des pro-Morsi s'en prennent à la communauté copte, brûlent des dizaines d'églises et de maisons occupées par des coptes, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés. Dans la foulée des opérations sur le terrain pour neutraliser les Frères, le gouvernement provisoire lance des mandats d'arrêt à l'encontre des principaux responsables des Frères ainsi que de nombreux cadres intermédiaires. L'association des Frères étant très hiérarchisée, ceci a pour conséquence de casser la chaîne de commandement de l'organisation, ce qui explique en partie que les appels lancés par les Frères à manifester massivement dans les rues sont restés pour l'essentiel, lettre morte.

Lundi 19 août, le gouvernement interdit les milices populaires.

Fin août, il semble que le pari risqué de l'armée est gagnant, et que les forces de l'ordre sont parvenues à chasser les Frères de la rue. De plus, suite à l'évacuation des deux places tenues par les pro-Morsi, le sentiment anti-Frères s'est largement répandu dans une frange grandissante de la population égyptienne tandis que le soutien populaire à l'armée est grandissant.

Jeudi 22 août au soir, fin de la grève à la *Suez Steel Company*. Cette grève commencée le 23 juillet a pris fin quand les 2 100 travailleurs ont repris le travail en ayant obtenu la promesse que les 3 travailleurs arrêtés et détenus par la police égyptienne seraient relâchés, et que les 15 autres travailleurs suspendus seraient réengagés. Les revendications à l'origine de la grève portaient sur l'attribution d'une prime à l'intéressement, des allocations plus élevées pour les travaux dangereux, et une meilleure couverture des soins de santé.

Lundi 26 août, indépendamment du contexte politique actuel, une dizaine de milliers de travailleurs de l'usine textile (secteur public) de Mahalla (*Weaving and Textile Company*) se mettent en grève pour le non paiement de la seconde partie d'une prime à l'intéressement (équivalente à 45 jours de salaire). Cette grève fait suite à celle qu'ils avaient menée un mois plus tôt alors qu'ils n'avaient reçu que la moitié de la prime promise. Les travailleurs demandent également la démission du patron, Mr. Fouad Abdel-Alim ainsi que la suspension du comité directeur du syndicat d'État interne, accusé de collusion avec la direction.

Dimanche 8 septembre, Amr Moussa est élu président du comité de révision de la Constitution. Ce comité, composé de 50 membres, doit remettre la version finale de la Constitution amendée endéans les 60 jours au président par intérim. Ce dernier aura alors 30 jours pour annoncer la date d'un referendum. Parmi les 50 membres se trouvent des représentants des institutions religieuses du pays, de la société civile, du mouvement Tamarrod de même que de l'armée, de la police, des syndicats, des étudiants et des femmes.

Lundi 23 septembre, la justice interdit les activités des Frères musulmans en Égypte, nouvelle étape de la campagne de répression de la confrérie par les nouvelles autorités du Caire. « La cour interdit les activités de l'organisation des Frères musulmans et de son organisation non gouvernementale et toutes les activités auxquelles elle participe et toute organisation qui en dérive », peut-on lire dans un arrêt rendu ce jour. Le tribunal a ordonné également au gouvernement de confisquer les fonds appartenant à la confrérie et d'administrer ses avoirs gelés.

## **L'ACCUMULATION DE CAPITAL GRIPPÉE PENDANT LONGTEMPS**

### **Un État au bord de la faillite**

Lors de l'arrivée de Morsi à la tête de la présidence égyptienne, le PLJ (Parti Liberté et justice) parti des Frères musulmans, avait promis monts et merveilles au peuple égyptien, notamment une amélioration des conditions de vie palpable endéans les trois mois suivants l'élection. Or, la réalité est tout autre.

Comme nous l'avions décrite dans notre texte<sup>4</sup> sur l'Égypte, l'économie égyptienne est largement subventionnée et dépendante des apports en devises extérieurs (tourisme, aide financière et militaire américaine, rente du canal de Suez, recettes des hydrocarbures - pétrole, gaz, taxes et royalties en tout genre -, etc.). Lors de l'intermède militaire (février 2011 à juillet 2012), après le renversement de Moubarak, l'économie a continué de plonger, la crise fiscale de l'État égyptien s'est approfondie, les militaires s'avérant incapables de relancer la machine économique, les touristes (principale rentrée de devises étrangères pour l'Égypte avec les transferts de fonds des travailleurs égyptiens émigrés vers leurs familles) fondant comme neige au soleil à cause des risques potentiels, etc.

La croissance du PIB qui était de l'ordre de 5 % par an en moyenne entre 2000 et 2008 n'est plus que de l'ordre de 2,2 % en 2012 et est attendue à 2 % en 2013 (source FMI). La production manufacturière au premier trimestre 2011 (pendant la période de transition militaire) a chuté de 11,4 %. Depuis, elle s'est légèrement reprise, mais pas encore au point d'atteindre les niveaux d'avant l'éjection de Moubarak. Les IDE (Investissements directs étrangers) vers l'Égypte, malgré un début de reprise en 2012, restent en dessous de leur niveau d'avant crise. Le retour de ces investissements dépendant de la capacité des prochains dirigeants à garantir la stabilité politique et sociale égyptienne.

Fin juin, les réserves en devises<sup>5</sup> du gouvernement Morsi étaient justes suffisantes pour assurer trois mois d'importations, à cause, en partie, des subventions pour la nourriture, l'essence et autres produits énergétiques qui engloutissent plus du cinquième des dépenses de l'État. L'Égypte est de nouveau confrontée à des coupures fréquentes d'électricité et d'approvisionnement en essence des stations-services.

Raza Agha, économiste chez VTB à Londres, estime que l'Égypte aurait besoin d'une somme de 19,5 milliards de \$ de financement externe jusqu'en juin 2014<sup>6</sup> pour honorer les dettes arrivant à échéance. Cette estimation ne suppose aucune fuite supplémentaire de capitaux, qui pourrait être déclenchée si, par exemple, des éléments des Frères musulmans se tournaient durablement vers la lutte armée.

---

<sup>4</sup> Option citée.

<sup>5</sup> « Les réserves de change s'élèvent actuellement à seulement 15 milliards de \$, contre plus de 36 milliards de \$ en début 2011. » (*Capital Economics* - 4/7/2013)

<sup>6</sup> Suivant les études, les montants varient entre 10 et 30 milliards de dollars.

Le 7 juillet 2011, l'Égypte refusait un prêt de 3 milliards de dollars du FMI, après l'avoir sollicité. En lieu et place, elle faisait le choix d'un prêt auprès des banques islamiques. C'était une claire victoire des Frères contre l'armée, celle-ci ayant été en faveur d'un prêt du FMI. Mais depuis, de l'eau a coulé dans le canal de Suez, et les aides des pays « amis » ne sont pas arrivées comme les Frères l'avaient imaginé. La « fraternité des pays musulmans », dès qu'il est question de prêts importants, atteint très vite ses limites lorsque les garanties politiques, sociales et économiques sont absentes ou leur paraissent insuffisantes.

La donne change avec les derniers développements. Des pays comme l'Arabie Saoudite, le Koweït ou les Émirats Arabes Unis ne peuvent permettre que la situation égyptienne contamine l'ordre de la région. Aussi, le risque de défaut de paiements de la part de l'État devient jour après jour plus élevé. L'Égypte doit restituer des prêts pour 5 milliards de \$ dans les quatre mois à compter de novembre prochain. Un défaut aurait des conséquences dramatiques tout d'abord pour le secteur financier du pays dominé par les banques nationalisées et dont quelque 40 % des actifs totaux sont des titres financiers adossés à la dette publique.

L'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis se sont empressés de féliciter les nouveaux dirigeants égyptiens dans les heures suivant le coup d'État. En 2011, les Émirats Arabes Unis s'étaient engagés à fournir 3 milliards de \$ d'aide à l'Égypte, mais l'argent n'avait jamais été versé. Suite à la nouvelle situation, le Koweït a annoncé jeudi 11 juillet une aide de 4 milliards de dollars à l'Égypte, après les 8 milliards promis la veille par l'Arabie Saoudite<sup>7</sup> (5 milliards) et les Émirats arabes unis<sup>8</sup> (3 milliards). Ces prêts devraient permettre à l'Égypte de souffler mais ne résolvent en rien les problèmes économiques, sociaux et politiques qui l'affectent.

Le taux de change de la livre égyptienne face au dollar a fortement diminué, passant de 6 livres pour 1 dollar en 2011 à un peu plus de 7 livres pour un dollar en 2013. Or, les achats de blé<sup>9</sup> et de pétrole se font en dollar, ce qui alourdit d'autant la facture de l'État égyptien qui applique des subsides massifs aux prix de vente de la nourriture et de l'énergie pour les particuliers et les entreprises (25 % des dépenses publiques totales). La facture des subsides pour le pain est de l'ordre de 3,1 milliards de dollars/an cependant que pour l'énergie elle est de l'ordre de 16,8 milliards de dollars/an<sup>10</sup>. Ce qui fait que le déficit budgétaire de l'État égyptien dépasse 14 % du PIB pour le budget 2012/2013.

Les réserves de change en devises fortes qui servent à la fois à soutenir le cours de la monnaie nationale, à garantir les emprunts publics, à les repayer quand ils arrivent à échéance et éventuellement si le contexte l'impose, à régler des achats de nourriture et d'énergie en devises étrangères, ont fondu de 36 milliards de \$ début 2011 à environ 15 milliards de \$ début juillet 2013. La dépréciation de la monnaie égyptienne face au dollar couplée à la hausse du prix des matières premières est une des causes principales depuis 2010 de l'inflation et du mécontentement de la population égyptienne<sup>11</sup> (en trois ans, les prix à la consommation ont augmenté de plus de 33,6 %, tandis que l'indice des prix alimentaires a, lui, augmenté de près de 50 %<sup>12</sup>).

---

<sup>7</sup> Selon l'agence officielle Spa, l'aide, décidée par le roi Abdallah, consiste en un dépôt, sans intérêt, de deux milliards de dollars à la Banque centrale d'Égypte, un don d'un milliard de dollars et l'équivalent de deux milliards en produits pétroliers et gaziers.

<sup>8</sup> Les Émirats arabes unis ont annoncé une assistance à l'Égypte de 3 milliards de dollars, dont un don d'un milliard de dollars et d'un dépôt, sans intérêt, de deux milliards de dollars à la Banque centrale égyptienne. (Source : Belga).

<sup>9</sup> L'Égypte est le premier pays importateur de blé au monde.

<sup>10</sup> La Banque africaine de développement estime que, dans les aires urbaines, plus de 90 % des subsides pour l'essence sont absorbés par le 40 % le plus aisé de la population.

<sup>11</sup> Selon une dépêche de l'AFP, du 11 juillet 2013, « *L'Égypte, ne disposerait plus que de deux mois de stocks de blé devant elle, selon des estimations collectées par France Export Céréales. L'organisme de promotion des céréales françaises sur les marchés internationaux estime que le pays compterait 'dans le meilleur des cas' près de 'trois mois et demi de consommation en blé importé', selon une note dont l'AFP a obtenu copie.* » Mais, précise-t-il, « *des observateurs égyptiens proches du GASC, l'organisme public chargé des achats de l'État égyptien (General Authority for Supply Commodities), jugent que 'le stock réel serait plus proche des deux mois, rendant impératif le lancement d'appels d'offres'. Ces sources incriminent notamment 'les vols et les pertes' qui entament les réserves. (...)* »

« L'augmentation du coût de la vie était une des principales revendications de l'opposition lors de la manifestation du 30 juillet. L'annonce par le gouvernement d'une baisse de 15 % des prix de vingt-deux produits alimentaires de base n'a pas suffi à calmer les tensions. Le poste le plus subventionné par l'État (environ 70 %) concerne les produits énergétiques. Bien que l'IPC énergie soit restée contenu, l'Égypte connaît depuis un an des coupures d'électricité récurrentes et des pénuries d'essence, également à l'origine des contestations. La jeunesse égyptienne, qui a porté la Révolution de 2011 et qui a également initié le mouvement Tamarod, est particulièrement touchée par le chômage. Le taux de chômage est par ailleurs en hausse pour l'ensemble de la population (9 % en 2011 à plus de 13 % en 2013).<sup>13</sup> »

La chute de la livre égyptienne n'a pas que des conséquences négatives. En effet, les exportations hors pétrole (biens à faible contenu technique, textiles, nourriture, cuir...) ont augmenté d'un pourcentage à 2 chiffres en tendance annuelle depuis le début de cette année, en dépit des violences et de l'incertitude politique régnant en Égypte. Ce chiffre est aussi une conséquence de l'augmentation de la demande de marchandises égyptiennes dans le monde arabe et en Afrique. Ceci dit, la part des exportations compte seulement pour plus ou moins 10 % de l'ensemble de l'économie égyptienne.

### Timides tentatives de restructuration de l'État par les Frères

Les mesures d'austérité prises par les Frères ont provoqué les manifestations de début juillet. Il faut savoir en effet que le système des subsides touche une énorme partie de la population égyptienne. Outre les subsides sur le pain, l'énergie, etc., il existe un système de cartes de rationnement. Les cartes de rationnement en Égypte datent de 1964, alors que la population était inférieure à 30 millions de personnes. À l'époque, le gouvernement allouait 2 millions de livres (301.204 \$) pour donner aux citoyens, riz, sucre, lentilles, huile et thé à des tarifs subventionnés. Maintenant, le gouvernement dépense 9 milliards livres (1,3 milliard de dollars) chaque année pour les subventions alimentaires (autres que le pain), dont bénéficient environ 17,6 millions de familles (soit environ 68 millions de personnes).

En juillet, le gouvernement prévoyait de commencer à limiter les cartes de rationnement pour les personnes dont le revenu mensuel est inférieur à 1 500 livres égyptiennes (216 dollars US). Au mois de mai 2013, l'exécutif avait commencé à réduire les subsides sur l'essence pour les voitures particulières. Il avait planifié de réduire les subsides de 10 % à partir de juillet, pour arriver à une diminution de 50 % dans les cinq ans. Pour ce faire, il envisageait de donner des coupons ou des cartes à puce aux propriétaires de voitures qui leur auraient permis d'acheter une quantité limitée et surtout vérifiable de carburant subventionné<sup>14</sup>. Toujours en juillet, le gouvernement prévoyait de lier le prix des bonbonnes de gaz subventionnées aux cartes de

---

L'Égypte importe chaque année autour de 10 millions de tonnes de blé pour faire face à ses besoins, précise à Paris François Gatel, directeur de France Export Céréales « (...) Le blé égyptien cultivé sur moins de 5 % du territoire est loin de couvrir les besoins, essentiels à la stabilité sociale (18 millions de tonnes consommées en 2012). (...) » Par ailleurs, les récoltes ont été inférieures aux prévisions et au 30 juin, selon France Export Céréales, les stocks de blé local se limitaient à 3,56 millions de tonnes. « C'est toujours difficile de faire de bonnes moissons en période de troubles » remarque M. Poncelet, évoquant en outre des pénuries de gasoil pour les moissonneuses. En outre, le blé local ne peut être consommé que mélangé au blé importé à hauteur de deux tiers/un tiers.

<sup>12</sup> Natixis, 4 juillet 2013, N°125

<sup>13</sup> Idem

<sup>14</sup> Les subsides étatiques sur le prix de l'essence et du pain sont l'enjeu d'un trafic colossal au sein de l'administration et sur le marché noir (marché noir qui représente plus ou moins 40% du PIB égyptien). Chaque citoyen égyptien reçoit des coupons pour l'essence (à un prix inférieur au prix du marché), qu'il ait ou pas une voiture, que ses revenus soient plus ou moins élevés. Il s'ensuit que des individus ou des groupes « mafieux » plus ou moins organisés collectent les coupons pour les revendre à ceux qui en ont réellement l'usage, voir au-delà de la frontière égyptienne où les prix sont beaucoup plus élevés, ce qui génère une source importante de revenus dans cette économie de survie. Idem pour les quelques 25 000 boulangeries, qui achètent quotidiennement au gouvernement la miche de pain à +/- un centime de dollar, alors que les coûts de production sont supérieurs à 6 cents.

rationnement. Les familles composées de trois personnes titulaires de cartes de rationnement pourraient obtenir une bouteille de gaz<sup>15</sup> par mois au prix subventionné de cinq livres. Les familles de plus de trois personnes obtiendraient 1,5 bouteille de gaz au même prix subventionné chaque mois. Le gouvernement a commencé à appliquer la première étape du plan de réforme des subventions du gaz en avril par l'augmentation du prix des bonbonnes à huit livres (1,15 \$) pour les ménages et 16 livres (2,30 \$) pour les restaurants et les commerces. La distribution des coupons pour les bonbonnes de gaz devait commencer en juillet dans tous les gouvernorats. Le prix d'une bouteille sans les coupons devait s'élever à 30 livres (4,3 \$).

### Les Frères tentent de consolider leur prise démocratique de l'exécutif

Après que les Frères musulmans ont atteint le sommet de l'État, ils ont tenté, pour assoir leur pouvoir, de lutter contre les nombreux reliquats de l'époque Moubarak (mais également contre les « progressistes » qui avaient participé aux manifestations qui ont renversé Moubarak) qui encombrant des pans entiers de l'administration, de l'économie et tous les niveaux de pouvoir et qui, par des moyens multiples et variés, leur mettent quotidiennement des bâtons dans les roues.

Un premier affrontement politique a lieu lors de la tentative de mainmise sur l'appareil judiciaire par les Frères et le limogeage en novembre 2012 du procureur général Abdel Méguid Mahmoud.<sup>16</sup> Une autre bataille politique remportée par les frères a été le changement de la constitution (pourtant adoptée avec près de 78 % des voix).

En dépit des faibles baisses des subsides sur la nourriture et l'essence réalisées par le gouvernement militaire d'abord par les Frères musulmans au gouvernement ensuite pour cause du maintien d'une paix sociale toute relative, la chute de la livre égyptienne face au dollar et la hausse des prix des matières premières ont entraîné une forte dégradation des finances de l'État égyptien et surtout, une grave dégradation des conditions de vies des Égyptiens. Les pénuries d'essence se sont multipliées, y compris dans la capitale. C'est ce qui explique que l'on retrouve massivement parmi les manifestants anti-Morsi, non seulement des jeunes laïcs, mais aussi énormément de 'musulmans' plus ou moins jeunes qui avaient voté pour Morsi et qui avaient massivement approuvé le changement de constitution.

La marge de manœuvre des Frères musulmans à la tête de l'État était très réduite car la restructuration indispensable au capital de l'État égyptien ne pouvait se faire qu'à trois conditions impossibles à remplir dans le contexte donné. D'une part, il leur aurait fallu procéder à la réduction drastique, voire la suppression, des subsides de l'alimentation et du prix de l'énergie, ce qui inévitablement allait amener à des grèves et des protestations massives. Les mesures qui auraient dû suivre de réduction des dépenses publiques allaient finir inévitablement par toucher le budget de l'armée, ce qui explique en grande partie la réaction de cette dernière. D'autre part, il aurait fallu accentuer le processus de « déflation intérieure » initié par la dépréciation violente de la devise nationale en baissant par des dispositifs législatifs idoines encore davantage le coût déjà faible de la force de travail pour pallier l'incapacité du capital social local à accroître sa compétitivité face aux pays concurrents par l'intermédiaire d'investissements de productivité. Enfin, le gouvernement Morsi aurait dû garantir la paix sociale y compris par la force pour restaurer pleinement l'ordre productif dans le pays.

---

<sup>15</sup> Le gouvernement déclare que les subventions de bonbonnes de gaz se sont élevées à 60 milliards de livres égyptiennes (presque 8,9 milliards \$) dans le budget 2012-2013. Bien que la production d'une bouteille coûte 78 £ (11,2 US\$), jusqu'à récemment le gouvernement vendait une bonbonne au public pour cinq livres (72 cents US). Le gouvernement déclare que le système de coupon permettra d'économiser 3 milliards de livres par an. Les Égyptiens consomment jusqu'à 360 millions de bonbonnes de gaz chaque année.

<sup>16</sup> Ironie du sort, ce sera ce dernier qui sera réintroduit dans ses fonctions par l'armée et qui « officialisera » la destitution de Morsi.

# DEUX FORCES SE DISPUTENT LA MAITRISE DE L'ÉTAT

## **L'ARMÉE : une force conservatrice de guerre civile**

En Égypte, il n'y a que deux forces politiques réellement organisées : l'armée et les Frères musulmans.

L'armée égyptienne moderne n'a gagné aucun conflit face à une nation étrangère au 20<sup>e</sup> siècle (1948, 1956, 1967, 1973), contrairement aux mythes nationalistes soigneusement entretenus par l'État égyptien. La célébration année après année, par tous les gouvernements égyptiens (y compris celui de Morsi en octobre 2012) de la « victoire » de l'Égypte lors du conflit du Kippour<sup>17</sup> est pour le moins surréaliste.

Par contre, c'est une armée bien outillée pour la répression interne. On se rappellera de son rôle lors des « révoltes de la faim » en janvier 1977. À l'époque, elle était intervenue tuant au moins 800 personnes en soutien au régime qui tentait de réduire les subsides sur la nourriture. On se rappellera également qu'en 1986, c'est encore l'armée qui a réprimé les mutineries des forces de sécurité centrale (organisme équivalent aux CRS français, créé en 1966, réorganisé en 1977) se soldant par l'expulsion de 20 000 de ses 300 000 membres. Ces mutineries ont dévoilé l'influence des Frères musulmans au sein de cette force de l'ordre.

Pendant la guerre contre les Frères musulmans, l'armée a pris la tête de la répression et s'est adonnée à une chasse sans merci des Frères qui avaient trouvé refuge à la campagne en brûlant les cultures des villages de la vallée du Nil. Depuis, l'armée était restée calme.

D'un point de vue économique, on retrouve l'armée égyptienne dans le secteur immobilier, dans la gestion d'infrastructures pour le tourisme, dans diverses activités industrielles (construction, armement, etc.) et agricoles, elle a également un patrimoine foncier important, etc. L'armée bénéficie de subventions pour l'achat de matières premières, et échappe à quelques lois trop contraignantes. L'industrie de l'armement est directement gérée par l'armée qui contrôle par ailleurs les marchés cruciaux du ciment, de l'huile d'olive et de l'eau. On la trouve impliquée dans divers chantiers importants, comme la construction de routes, du métro du Caire et l'aménagement de l'aéroport. L'armée contrôlerait directement ou indirectement entre 33 % et 45 % de l'économie égyptienne. Les familles des officiers habitent dans une sorte d'univers parallèle, dans des cités militaires dotées de tout, jusqu'aux night clubs gérés par l'armée.

En bref, si l'armée a subi des défaites à l'étranger, elle a montré sa force militaire en interne et sa force économique, tant dans les entreprises publiques que privées, tant dans le secteur civil que militaire. Elle est aussi la seule puissance politique capable de contenir l'influence des Frères. Quant à affirmer qu'elle est capable ou qu'elle ait la volonté de les maintenir en semi-clandestinité comme elle l'a fait ces dernières décennies, cela est une autre paire de babouches que nous tentons d'analyser plus loin. Pendant l'après-Moubarak, c'est l'armée qui a géré le pays de février 2011 à juillet 2012, avant d'organiser des élections (nettement remportées par les partis islamistes). L'armée ne s'est pas mieux débrouillée que les Frères concernant la gestion économique, politique et sociale de l'Égypte.

« *L'armée fait preuve de peu d'intérêt à gouverner, elle s'emploie en revanche à protéger ses privilèges* » résumait en 2012 le think tank bruxellois proche de l'OTAN International Crisis Group (ICG). Si elle n'a jamais renoncé à occuper l'État pour défendre ses prérogatives propres, à la différence de son homologue turque, l'armée égyptienne n'a jamais élaboré un projet et une vision de la construction de l'État, ajoute Yezid Sayigh, un associé sénior du Carnegie Middle East Center (CMEC), un think tank également lié aux intérêts américains basé à Beyrouth.

---

<sup>17</sup> Conflit qui opposa Israël à l'Égypte et à la Syrie (soutenues économiquement et/ou militairement par l'Arabie Saoudite, le Koweït, Le Maroc, le Pakistan, la Lybie, l'Algérie, la Tunisie, le Soudan) du 6 octobre au 24 octobre 1973. Le jour de Yom Kippour, l'Égypte et la Syrie attaquèrent Israël par surprise. Pendant 2 à 4 jours, les armées égyptiennes et syriennes avancèrent en territoire israélien, le temps que l'armée israélienne se ressaisisse. En une semaine, Israël lança des contre-attaques qui lui permirent de pénétrer profondément en territoire syrien et de traverser le canal de Suez. L'Égypte ne fut sauvée de la banqueroute que par l'intervention diplomatique des États-Unis et de l'Union-Soviétique via le Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Pourtant, au cours notamment des trois décennies de l'ère Moubarak, l'armée égyptienne a façonné l'État à son image. Les officiers supérieurs ont investi l'administration civile. Les généraux siègent aux postes clés des agences de l'État central et des régions ainsi que de leurs organes de supervision. Depuis les années 1990, plus de la moitié des gouverneurs des provinces sont issus des rangs supérieurs de l'armée. Les privatisations réalisées ont profité abondamment aux officiers qui, par ce biais, se sont garanti des belles carrières civiles après avoir pris la retraite de l'armée (*The Economist*, 3 août 2013).

Dans la situation actuelle aussi, la priorité de l'armée est de préserver ses intérêts et de jouer une nouvelle fois « les faiseurs de rois ». En revanche, son État-major ne souhaite pas s'emparer de l'exécutif, en établissant un gouvernement militaire, car son rôle d'ultime recours et de gardien *super partes* de l'État s'en trouverait entamé. L'armée peut compter encore aujourd'hui sur de nombreux relais politiques issus à la fois du régime Moubarak et de plusieurs formations démocratiques nouvelles constituées dans la foulée du dit printemps arabe. Ces relais ne sont pas encore en mesure de concurrencer les Frères mais ont montré une efficacité croissante pendant la campagne pour destituer Morsi. Aussi, l'armée ne désespère pas de diviser les formations islamistes et de rallier à son projet au moins une partie d'entre eux en marginalisant la fraction la plus déterminée en la poussant à un combat armé inégal de longue durée.

Il faut savoir aussi que la majorité des officiers de l'armée égyptienne sont des fils de paysans, qu'il s'agisse d'engagés volontaires, de conscrits ou même d'officiers des forces de sécurité. Ceci expliquant en grande partie pourquoi les campagnes, qui ont pourtant souffert de la crise, n'ont pas bougé. L'armée y est très implantée.

La police quant à elle, a joué le rôle des corps francs à la solde de l'armée. Suite à l'après-Moubarak, la police avait dû ronger son frein et rester discrète, car elle s'était chargée de l'essentiel de la répression des mouvements de 2011. Elle avait une revanche à prendre du fait tout à la fois de la perte du pouvoir, des chasses à l'homme dont plusieurs de ses membres avaient été l'objet, de la dévalorisation de sa fonction, etc. Ainsi, dès le début des manifestations de cette année, elle choisit ouvertement le camp anti-Morsi en déclarant qu'elle ne protégera pas les locaux et les quartiers généraux des Frères attaqués par les manifestants. À de nombreuses reprises, des policiers vont participer aux saccages des locaux des Frères.

Ce sont eux qui paieront le prix fort des morts et blessés lors de ses affrontements et pas l'armée comme dernièrement encore, le 19 septembre, lors de l'assaut sur un quartier de Kerdassa, près de Gizeh à la périphérie du Caire considéré comme un bastion islamiste. Lors de cet assaut, le général de police Nabil Farraga a été tué. Cette intervention de la police fait suite à la mort de onze policiers tués dans leur commissariat le 14 août, en représailles au massacre des Frères lors de l'évacuation des deux sit-in des places Rabaa al-Adawiya et Nahda.

### ***L'ASSOCIATION DES FRÈRES MUSULMANS et le PLJ : la longue marche vers les institutions***

Le mouvement des Frères est composé d'un noyau dur regroupant des vieux militants aguerris et capables, formés dans la clandestinité et ayant survécus à la répression. Sa base repose sur des organisations de masses profondément enracinées dans la société égyptienne. Le mouvement des Frères ne constitue pas à proprement parler un parti politique mais recouvre une myriade d'associations caritatives, d'entraide, offrant à ses membres une couverture maladie, des prêts à des taux préférentiels, et, plus généralement, une communauté.

À côté des œuvres caritatives, les Frères disposent d'un réseau de société et d'entreprises. Bien qu'hostiles au capital étranger, les Frères sont libéraux sur le plan économique. Favorables à un État et une fonction publique dégraissés, ils ont toujours soutenu les différentes politiques de privatisation et d'ajustements structurels des successeurs de Nasser, considérant la propriété privée comme un droit béni par l'islam.

Ces organisations sont dirigées par de nombreux cadres intermédiaires qui, pour la plupart d'entre eux, étaient assez bien vus par la population car, jusqu'ici, peu ou pas impliqués dans les mécanismes de corruption. Le mouvement des Frères est avant tout un organisme pré-politique de

type communautaire, très enraciné dans certaines franges de la population mais qui, de par son histoire d'oppositionnel au pouvoir et de structure essentiellement religieuse et caritative, manque de cadres capables de diriger les affaires d'État. Une fois au sommet de l'exécutif, les Frères n'ont pas réussi non plus (tout comme l'armée avant eux) à attirer des technocrates expérimentés peu envious d'être associés soit à un Conseil militaire au pouvoir impopulaire soit à l'idéologie obscurantiste de la confrérie.

Le mouvement est relativement absent des campagnes, faiblement enraciné dans la classe ouvrière et dans la bourgeoisie traditionnelle. Par contre, il est fortement représenté chez les pauvres qui vivent dans les bidonvilles des grandes villes, chez les employés de l'État, les enseignants, les ingénieurs, les médecins (à savoir les professions libérales déjà salariées ou employées par l'État) et les couches inférieures de la bourgeoisie essentiellement commerçante. Dans l'armée, il y a trace de leur influence chez les sous-officiers et les soldats mais pas chez les officiers<sup>18</sup> qui contrôlent d'une main de fer la structure militaire.

Le compromis informel qui avait été passé entre les Frères et le régime de Moubarak pouvait être résumé par: « À vous le pouvoir, à nous la société ». Malgré des hauts et des bas, ces deux forces ont travaillé longtemps main dans la main avant de sceller, grâce au « printemps arabe », une alliance formelle. Le mouvement de février 2011 a ouvert une fenêtre permettant aux Frères musulmans d'effectuer un grand pas en avant.

Au début des manifestations de juillet 2013, les troupes des Frères musulmans se sont relativement peu mobilisées contre les anti-Morsi, ne croyant pas vraiment que l'armée irait jusqu'à renverser le gouvernement en s'appuyant sur le mouvement de contestation. Mais très vite, ils ont compris que l'armée s'apprêtait à reprendre le pouvoir. Dès lors, ils ont recommencé à occuper les lieux de culte et les rues exerçant une action paralysante face à laquelle, l'État n'a pas hésité à réagir.

## **LES AUTRES FORCES POLITIQUES**

### Les partis religieux

#### Survol

Après l'éviction de Moubarak, de nombreux islamistes et salafistes ont fait surface et se sont rassemblés dans des partis qui ont été légalisés. Ce sont :

- al-Nour (Parti de la lumière),
- al-Salama wa-l-Tanmeyya (Parti de la reconstruction et du développement),
- al-assala (Parti de l'authenticité),
- al-wasat (Parti du centre),
- jama'a al-Islamiya (le groupe islamique),
- al-Fadya (Parti de la vertu).

Certains ne représentent pas grand-chose, d'autres beaucoup plus comme Al-Nour, qui opère via des associations caritatives. Rapidement, ils se sont trouvés confrontés à la volonté hégémonique des Frères. Et ils ont rapidement quitté la coalition démocratique dirigée par les Frères, fin 2011.

Les salafistes étaient totalement absents des manifestations du début, en position d'attente. Mais très vite, compte tenu de l'ampleur du mouvement et de l'ostracisme dont ils sont la cible par les Frères, ils vont le rejoindre. Pour autant ils évitent de mobiliser massivement leurs troupes dans les rues aux côtés des anti-Morsi laïques. Leur tactique est simple : prendre la place des Frères dans les négociations institutionnelles afin d'obtenir des positions dans l'exécutif. Positions qui leur avaient été niées par les Frères. Leur argument principal est que l'éjection du fusible Morsi préserve la place des musulmans dans le jeu institutionnel.

---

<sup>18</sup> Depuis le renversement de Moubarak, il y a eu l'arrivée d'une nouvelle génération d'officiers supérieurs qui ont remplacés les vieux généraux. La plupart des officiers supérieurs actuels, à l'instar du ministre de la défense, le général Abdel-Fattah El-Sisi ont été formés aux États-Unis ou en Angleterre, alors qu'anciennement, ils étaient formés en URSS.

Depuis, leur attitude n'a pas changé. Ils essaient de passer à travers la vague anti-Morsi, de ne pas être mis dans le même sac que son gouvernement, tout en évitant une confrontation directe avec les Frères, affaiblis mais encore bien vivants. Traduction : non-participation mais soutien critique au nouveau gouvernement.

Ils critiquent aussi les positions la vieille garde des Frères en disant que ce qui arrive est de leur faute et voient certainement d'un bon œil leur emprisonnement en tout cas ne s'y sont pas opposés.

#### Al-Nour (La lumière)

Légalisée en juin 2011, cette organisation s'est constituée en opposition et en tant que rival direct des Frères musulmans. Lors de l'élection présidentielle, Al-Nour va soutenir au premier tour, Abdul-Monem Abou al-Foutouh candidat indépendant et libéral, exclu de les Frères musulmans en 2011.

Plus tard, les deux organisations se rapprochent et collaborent le temps de l'adoption de la nouvelle Constitution, les salafistes voulant s'assurer que la Charia en sera partie intégrante. Un triomphe contre les chrétiens et les laïcs de l'aveu même de l'un de ses idéologues.

Par après, Al-Nour va se distancier des Frères, voir s'y opposer, préférant flirter avec l'opposition libérale. Ils accusent Morsi et les siens de vouloir prendre le contrôle total du pays, en commençant par les mosquées restées aux mains des salafistes.

Rien d'étonnant dès lors de découvrir un représentant d'Al-Nour présent lors du discours d'al-Sissi annonçant la destitution de Morsi. Le parti salafiste constitue pour le général la garantie que le coup d'État n'est pas dirigé contre l'islam. Ce qui n'a pas empêché des sympathisants du parti, incrédules de ce soutien, de participer à des manifestations pro-Morsi. Al-Nour est un parti salafiste qui est pour la stricte observation de la Charia.

Aux élections législatives, Al-Nour a constitué une coalition avec Al-Salama wa-l-Tanmeyya et Al-Assala, le Bloc islamiste. Ces trois partis ont obtenus 27.8 % des votes (soit 7,5 millions de voix)

#### Al-Salama wa-l-Tanmeyya (Partie de la reconstruction et du développement)

Fondé par d'anciens membres de l'organisation clandestine Al-Jihad, ils proclament aujourd'hui s'être distancié de la lutte armée et avoir choisi la voie pacifique des urnes.

Respect de la propriété privée, salaire minimum et suppression des banques pratiquant l'intérêt en échange d'un prêt, telles sont leurs propositions en matière d'économie.

Favorable à la participation des femmes tant dans le domaine politique que social, ils soulignent toutefois que leur rôle principal reste de veiller sur la famille.

Al-Salama wa-l-Tanmeyya est membre de la coalition du Bloc islamiste.

#### Al-Assala (Partie de l'Authenticité)

Fondé par l'ancien président d'al-Fadila en juin 2011, le parti milite notamment pour la remise en cause des traités avec Israël et la réappropriation par l'Égypte de sa place de leader au sein du monde musulman. Il est membre de la coalition du Bloc islamiste formée par Al-Nour et Al-Salama wa-l-Tanmeyya.

#### Al-Wasat (Partie du Centre)

Alliés des Frères et défendant la légitimité issue des urnes, le Parti du Centre, présenté comme une organisation islamiste modérée, a été fondée en 1990 et est le fruit d'une scission de les Frères musulmans par d'anciens membres reprochant à l'organisation sa structure hiérarchique autoritaire et son interprétation fondamentaliste des préceptes islamiques.

Parmi ses membres, on retrouve notamment d'anciens activistes du mouvement étudiant apparu dans les années 1970 et devenus par la suite membres des syndicats contrôlés par les Frères. Ses membres prônent une interprétation de l'islam en conformité avec la démocratie bourgeoise. D'obédience de centre-gauche, le parti compte en son sein des femmes et des coptes. Durant les manifestations anti-Morsi, le parti a vu ses locaux attaqués par des manifestants. Aux élections, il a obtenu 3,7 % des votes.

## L'opposition « laïque » en quête permanente d'enracinement

Le mouvement d'opposition regroupe un ensemble de forces hétéroclites dont certaines sont peu ou pas organisées. On y retrouve tout d'abord Tamarod, formé au printemps par trois jeunes démocrates (dont deux journalistes en herbe) issus de milieux aisés présents dès les premières agitations dans la place Tahrir. Le trio militait dans les rangs de Kefaya depuis 2011. Kefaya (Mouvement égyptien pour le changement) est un regroupement nationaliste arabe qui s'est développé à partir des mouvements de protestation de 2004 et dont les racines sont à rechercher dans les comités de soutien à la Seconde Intifada d'octobre 2000. Kefaya est le fruit de la convergence de plusieurs forces démocratiques bourgeoises égyptiennes qui se sont placées sous la houlette du nassérisme. Son porte-parole jusqu'en 2007, n'était autre qu'Abdel-Halim Qandil, le directeur du journal nassériste Al-Arabi. Kefaya est coutumier des dits réseaux sociaux sur Internet, manifestations pacifiques, des référendums et autres pétitions populaires.

Le Mouvement peut aussi compter sur l'appui d'une partie de la communauté copte. Professeur et consultant de son état, George Isaac, né à Port Saïd, l'un de ses fondateurs, est un membre influent de cette communauté religieuse. Ensuite, George Isaac a contribué à la formation, fin avril 2012, du Parti de la Constitution de Mohammad ElBaradei. Kefaya a été la force la plus organisée présente à la place Tahrir avant l'arrivée en force des Frères.

Le 1er mai 2013, un groupe de jeunes militants crée le mouvement Tamarod (Rébellion) et lance une pétition demandant la démission du président Morsi et de nouvelles élections présidentielles. Au 30 juin, ils ont obtenu 22 millions de signatures avec adresses et les numéros de carte d'identité. Le mouvement semble avoir été spontané au départ du moins. L'homme d'affaires multimilliardaire Naguib Sawiris (chrétien copte), qui avait quitté l'Égypte peu après l'élection de Morsi, a déclaré à Reuters qu'il a complètement soutenu le mouvement logistiquement grâce à sa station de télévision, son journal, Al-Masri Al-Youm et les trois partis libres égyptiens qu'il avait fondés

Le mouvement Tamarod, peut être considéré comme une structure agile et circonscrite de Kefaya qui y a apporté ses militants et ses relations influentes dans les milieux bourgeois. Il suffit de citer le Monde du 17 juillet : « *Ce que l'on connaît moins, ce sont les soutiens haut placés dont a bénéficié le mouvement. À travers sa chaîne de télévision et le quotidien Al-Masri Al-Yom, dont il est l'un des principaux actionnaires, le milliardaire copte Naguib Sawiris, magnat des télécommunications égyptiennes et farouche opposant aux islamistes, offre à Tamarod une publicité gratuite.* » Il met également à la disposition de ses responsables le réseau des bureaux du parti des Égyptiens libres, qu'il a fondé dans la foulée de la chute de Moubarak. « *Notre salle d'opération, le 30 juin, depuis laquelle nous avons observé la progression des cortèges anti-Morsi, dans toute l'Égypte* », selon Moheb Doss, un autre responsable de la campagne, le trois-pièces de la rue Ma'arouf, est prêté par Hicham Bastawissi, un célèbre magistrat réformateur. Une figure de la gauche égyptienne, Mamdouh Hamza, patron d'un florissant groupe de BTP, finance l'achat du papier et l'impression des millions de pétitions.

« *J'ai aussi organisé des soirées de collecte de signatures en présence de personnalités* », raconte-t-il. « *J'ai conseillé les chefs de Tamarod sur leur stratégie médiatique et leur feuille de route politique.* » Les chaînes les plus regardées du paysage médiatique égyptien, presque toutes hostiles aux frères musulmans, à l'instar de CBC, Al-Hayat et Dream, n'ont aucun mal à ouvrir leur antenne aux porte-parole de la contestation. « *Dans les jours précédant l'échéance du 30 juin, Mahmoud Badr et ses compagnons interviennent non-stop sur les ondes satellites, au siège de ce parti, à Héliopolis* », révèle Mohamed Heykal, l'un des cadres de Tamarod. Tamarod, mouvement spontané et « de base » ? Pas vraiment.... En revanche, sa capacité de capitaliser le mécontentement croissant de la population a été bien réelle.

Par ailleurs, Tamarod a pris position pour le soutien au régime syrien d'Assad et adopte en permanence une rhétorique anti-américaine et nationaliste comme le montre sa participation aux cérémonies du quarantième anniversaire de la « victoire » de l'armée égyptienne lors de la guerre du Kippour, le 6 octobre. Une nouveauté, le 8 octobre, Tamarod a décidé de se présenter aux prochaines élections législatives.

## Le PND de Sadate et de Moubarak, un cadavre qui chemine encore

Le Parti national démocratique (PND) fondé en 1978 par le président en titre Anwar El Sadate n'est plus depuis le 16 avril 2011. Accusé de corruption, ce parti qui rassemblait plus de 2 millions d'adhérents a été dissout par la justice et ses biens transférés à l'État. Parti politique de l'armée et de Hosni Moubarak après l'assassinat de son prédécesseur, il n'a cependant pas cessé complètement d'exister. Plusieurs groupes politiques ont surgi de ses cendres : la Coalition des représentants du peuple (aujourd'hui renommé Parti égyptien de la rue....) est la plus importante d'entre eux mais ses encartés se chiffrent à seulement quelques milliers. Un nombre non négligeable d'anciens cadres du PND ont rejoint le Front de salut national, une large coalition qui rassemble lesdits laïques allant de la droite nationaliste jusqu'aux staliniens du Parti communiste égyptien. Son coordinateur est Mohammad El Baradei. Membre de l'Internationale socialiste jusqu'en 2011, avant d'en être expulsé peu avant sa dissolution, le PND vantait une présence organisée dans les syndicats officiels et, par leur intermédiaire, au sein des secteurs les plus stables de la classe ouvrière et de la fonction publique. Recyclés pour partie par la coalition laïque, les réseaux du PND ont joué un rôle significatif dans le mouvement anti-Morsi. Un rôle cependant impossible à quantifier en raison de leur caractère souterrain.

## UN COUP D'ÉTAT BIEN ORDONNÉ

Le coup d'État de juillet de l'armée égyptienne a été préparé de longue date, avec probablement l'accord de l'allié traditionnel de l'armée, à savoir les États-Unis<sup>19</sup>.

Le coup de force a été parfaitement orchestré et s'est adroitement juxtaposé aux combats de rues entre les partisans pro- et anti-Morsi. De manière intelligente (ce qui n'a pas toujours été le cas avec l'armée égyptienne), quasi en douceur, l'armée, dès le début des violences entre pro et contra, a sécurisé le canal de Suez et s'est déployée (sans intervenir) autour de tous les lieux stratégiques (organes centraux et symboliques de l'État égyptien compris), les neutralisant de fait sans les investir directement. Elle a également opéré le quadrillage des quartiers, de nouveau sans intervenir, mais en marquant sa présence dans les rues et les places des principales villes.

Le coup d'État a été précédé par de nombreuses campagnes médiatiques inspirées par l'opposition laïque, regardées d'un œil favorable par les généraux. Des campagnes qui se sont intensifiées les jours avant le dimanche 30 juin et dont l'armée a su tirer bénéfice. L'armée a beaucoup joué sur le sentiment de ras-le-bol largement partagé par la population égyptienne vis-à-vis du gouvernement Morsi.

La police, l'armée et la magistrature ont organisé bien avant juillet 2013, une sorte de paralysie du pays. L'insécurité a été renforcée par la passivité des forces de l'ordre qui ne sont que rarement intervenues lors des viols collectifs<sup>20</sup>, des lynchages ou des attaques des bâtiments tenus par les Frères. Les opposants à Morsi ne pouvaient que se réjouir de cette situation car les conséquences retombaient systématiquement sur le président en place.

Aux premiers signes de l'intervention de l'armée sur la scène politique égyptienne, elle fut acclamée par une majorité de manifestants anti-Morsi. L'armée a su capitaliser le sentiment

---

<sup>19</sup> Le 19 avril 2013, Morsi était en Russie. Un des buts de ce voyage était de trouver un contre-balancement au lien que l'armée entretient avec les États-Unis. Morsi a tenté de reforcer des liens économiques et stratégiques étroits avec la Russie et pour ce faire aurait été prêt à revoir la position de l'Égypte sur la guerre civile syrienne. Morsi a déclaré « *Nous avons besoin de la puissance de la Russie au Moyen-Orient et dans le renforcement de l'alliance entre le monde Arabe et Moscou, afin d'équilibrer le partenariat stratégique entre Washington et Tel-Aviv.* » Déclaration qui avait tout pour déplaire à l'armée égyptienne et aux États-Unis. De là à conclure que le sort de Morsi était scellé ?

<sup>20</sup> Viols collectifs qui ont eu lieu dans les deux camps. Que l'on se rappelle les viols « techniques » qui ont eu lieu lors des manifestations du début de l'année, et qui étaient le fait d'islamistes qui voulaient mettre la pression sur les manifestants. Mais également en juillet, sur la place Tahrir, haut lieu symbolique de l'opposition à Morsi, où ce ne sont pas moins d'une centaine de viols collectifs qui ont eu lieu directement pendant les manifestations, certains durant près d'une heure. Ce qui pose de nombreuses questions sur le mépris, la haine, la négation de la femme en Égypte, quel que soit le camp (pro ou anti-Morsi).

nationaliste très répandu dans la population, par exemple, en faisant survoler la place Tahrir par des hélicoptères ornés d'immenses drapeaux égyptiens. Ces éléments ont incontestablement contribué à créer les conditions matérielles et l'enthousiasme populaire sur lesquels l'armée a pu construire son coup d'État. Ensuite, dans ses premières déclarations, l'armée a fait état de l'existence d'une feuille de route qu'elle était prête à mettre en œuvre si toutes les revendications du peuple n'étaient pas respectées. Dans cette feuille de route, il était précisé que la constitution serait suspendue temporairement et qu'elle serait amendée par un comité d'experts recouvrant toutes les couches de la société et que des élections démocratiques seraient rapidement organisées, ainsi que des mesures pour permettre l'implication des jeunes dans les organismes de l'État. Tout ce qu'il fallait pour apporter une légitimité à l'action politique et militaire de l'armée.

Une fois l'ultimatum expiré, l'armée a immédiatement pris le contrôle des médias pro-Frères, arrêtant leurs directeurs et certains membres de leurs équipes. Elle a aussi interdit la chaîne télévisée qatarie Al-Jazeera, à qui elle reproche son soutien au gouvernement Morsi. Étape classique du coup d'État : le contrôle des médias et des moyens de communication. Restait à mettre en place l'autre classique du coup d'État, à savoir l'arrestation des anciens dirigeants. Et ce fut chose faite avec l'arrestation de Morsi, et par l'action du procureur général qui a lancé un mandat d'arrêt à l'encontre de 300 dirigeants des Frères musulmans.

Ensuite, l'étape du consensus national (sous contrôle militaire) a été lancée par le général Al-Sisi, qui a réussi à rassembler des leaders de l'opposition, le grand imam de la mosquée al-Azhar Ahmed El-Tayyeb, le patriarche de l'église Copte Tawadros II et des représentants du parti salafiste Nour, pour annoncer que le Président du Conseil Constitutionnel, Adly Mansour, était nommé président par intérim et appeler à la formation d'un gouvernement civil de transition. Pour valider le coup d'État, l'armée ne s'est pas seulement assurée du soutien populaire des opposants à Morsi, elle a également agi sur la scène internationale en ne remettant en cause aucun accord. Elle a sécurisé le canal de Suez, la coopération militaire avec les USA et confirmé les accords de paix avec Israël.

Et le clou continue d'être enfoncé sur le cercueil : le 23 septembre, la cour de justice a mis hors-la-loi toutes les activités des Frères et a demandé la saisie de leurs biens et le blocage de leurs comptes bancaires.

## UNE GÉOPOLITIQUE EN MOUVEMENT

### ***Les USA entre attentisme et soutien explicite au coup d'État***

La réaction américaine est rapide et avant tout pragmatique : « Les États-Unis suivent la situation très indécise en Égypte, et nous croyons qu'en définitive l'avenir de l'Égypte ne peut être déterminé que par le peuple égyptien. »

Les USA ne condamnent pas l'action de l'armée et la destitution de Morsi et invitent les deux camps à la retenue. Sans donner son blanc-seing à l'armée et aux anti-Morsi, l'administration américaine, implicitement, les soutient conditionnellement. La diplomatie américaine évite de parler de coups d'État militaire, car cela pourrait entraîner, en vertu de la loi fédérale, la suspension de l'aide annuelle de 1,3 milliard de dollars.

Les USA ne sont pas seulement attentifs à la situation égyptienne, mais sont préoccupés par ce qui pourrait se passer si la situation égyptienne faisait tache d'huile dans les pays avoisinants. À tous ceux qui en Égypte, en Tunisie ou en Turquie dénoncent le coup d'État et mettent en avant que Morsi a été démocratiquement élu, Obama rappelle finement que la démocratie ne se limite pas aux élections.

Et si besoin en était, John Kerry, secrétaire d'État américain (équivalent au poste de ministre des Affaires étrangères) clarifie prudemment mais clairement les choses en déclarant lors d'une visite au Pakistan, le 1er août : « *Des millions et des millions de gens ont demandé à l'armée d'intervenir. Tous avaient peur d'une descente dans le chaos et la violence* » « *Et l'armée n'a pas pris le pouvoir, d'après ce que nous pouvons en juger, jusqu'à présent. Pour conduire le pays, il y a un gouvernement civil. En fait, elle rétablissait la démocratie* ».

Et sur la violence déployée par l'armée et la police : « *Oh, non. Cela n'est pas rétablir la démocratie et nous sommes très, très inquiets (...) Nous avons dit clairement que c'était absolument inacceptable* ». Bref, tout en soutenant le coup d'État militaire, les USA ne ferment aucune porte et font pression pour rétablir dans le pays un semblant de vie démocratique et de légalité. Les priorités des États-Unis vis-à-vis de l'Égypte restent la sécurisation du canal de Suez, la coopération militaire et le maintien des accords de paix avec Israël. Conditions toutes remplies jusqu'à présent par l'armée et le gouvernement intérimaire mis en place par cette dernière.

### **Les autres acteurs mondiaux**

#### La Russie et la Chine en retrait se cantonnent aux belles phrases

La Russie demande à l'armée égyptienne de faire preuve de « retenue » tandis que la Chine dit « *respecter le choix du peuple égyptien* » et appelle au dialogue et à la réconciliation.

#### L'Europe n'a pas une position propre ; l'Allemagne soigne ses relations avec la Turquie

À l'instar des États-Unis, aucun pays européen ne parle de coups d'État, et tous appellent à la retenue et à la tenue rapide d'élections. La Commission européenne tente de jouer les médiateurs entre les Frères et l'armée. Sans succès. Une des réactions les plus vives est venue d'Allemagne, dont le ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a évoqué « *un échec majeur pour la démocratie en Égypte* ». « *Il est urgent que l'Égypte retourne aussi vite que possible à un ordre constitutionnel* », a-t-il ajouté. La position de Berlin est conditionnée par les rapports étroits que ce pays entretient avec la Turquie. Entre autres, les échanges commerciaux intenses et la présence en Allemagne d'une importante communauté turque.

### **Les acteurs régionaux**

#### La Turquie risque de perdre un allié récent

Ankara a vivement critiqué la destitution de Morsi par l'armée. « Le changement de pouvoir en Égypte n'est pas le résultat de la volonté du peuple. Il ne s'inscrit pas dans le respect de la démocratie et de la loi », a déclaré le vice-premier ministre, Recep Bozdogan.

« *Dans tous les pays démocratiques, les élections sont le seul moyen d'arriver au pouvoir (...) Cette situation est inacceptable* », a-t-il dit, espérant que « *l'Égypte retourne à la démocratie, à une structure où la volonté du peuple l'emporte* ». La crainte de la Turquie, confrontée à quelques turbulences intérieures en juin dernier, est que se produise un changement défavorable des alliances dans la région. Le gouvernement islamo-conservateur au pouvoir depuis plus de dix ans en Turquie était un important soutien du président Morsi et des Frères musulmans en Égypte. Le rééquilibrage diplomatique engagé par le gouvernement déchu en faveur de la Turquie a été brutalement interrompu par le coup d'État.

#### L'Iran tendre envers les généraux égyptiens qui soutiennent Assad

L'Iran défendait le 2 juillet la légitimité de Mohamed Morsi. Le lendemain de l'éviction, le discours de l'Iran s'adoucissait, soulignant « *les revendications légitimes* » du peuple, tout en mettant en garde Le Caire contre « *l'opportunisme des ennemis et de l'étranger* ».

La déclaration de Téhéran est beaucoup plus nuancée que celle faite lors de la chute de Hosni Moubarak, en 2011, saluée par Téhéran comme « *le réveil de l'islam* ». Elle contraste aussi avec celle d'un responsable iranien, le 9 juillet, qui insistait sur le fait que Mohamed Morsi avait été légitimement élu et appelait les forces armées égyptiennes à « *bien tenir compte du vote du peuple* ». L'Iran et l'Égypte se sont rapprochés sous la présidence de Morsi, mais s'opposent sur la guerre en Syrie, dans laquelle l'Égypte soutient la rébellion, et l'Iran le régime.

#### Israël se réjouit discrètement de l'éviction de l'allié du Hamas

La réaction d'Israël a été assez discrète, s'inscrivant dans la même voie que les États-Unis (*wait and see*). « *Nous ne nous occupons pas pour le moment de ce qui se passe là-bas. C'est un problème intérieur égyptien* », a déclaré le ministre des Transports Israël Katz, dans la première réaction d'un ministre israélien à la situation en Égypte. « *Nous devons veiller à nos frontières et à nos intérêts. Je suis sûr que c'est ce que nous faisons et ce que nous ferons* », a-t-il ajouté.

La principale préoccupation d'Israël est de s'assurer que le gouvernement égyptien, quel qu'il soit, continue à lutter contre les groupes islamistes radicaux de la péninsule du Sinaï. Selon des sources militaires (Libération du 04 juillet) « *la proximité du mouvement islamiste palestinien Hamas, au pouvoir à Gaza, avec les Frères musulmans, avait permis à M. Morsi de lutter plus efficacement que son prédécesseur contre les islamistes radicaux dans la péninsule égyptienne du Sinaï et contre les tunnels de contrebande entre l'Égypte et la bande de Gaza.* »

L'autre axe de la politique israélienne, avec le concours des USA et de l'Union européenne, c'est de redémarrer les négociations avec l'Autorité palestinienne, et peut-être, du fait de son affaiblissement actuel, avec le Hamas.

#### La Tunisie tente d'échapper au scénario égyptien

Le régime tunisien n'a réagi que le lendemain de la destitution de Morsi. Pour la direction d'Ennahdha, seul le président Morsi est légitime et nul autre ne peut le remplacer. « *Le parti condamne le coup d'État militaire contre le processus démocratique* », écrit le Congrès pour la République dans un communiqué. « *Nous considérons ce qu'a fait l'état-major de l'armée comme un retour en arrière sur le chemin de la révolution égyptienne et comme une tentative de restauration de l'ancien régime* », ajoute le CPR, classé au centre-gauche. La principale préoccupation des islamistes au pouvoir en Tunisie (qui sont actuellement en difficulté) est d'éviter à tout prix le schéma égyptien d'un basculement possible de la société civile vers la guerre civile. Les événements ont eu raison d'eux ; ils viennent de promettre (19 septembre) de quitter le pouvoir prochainement pour laisser la place à un gouvernement d'union selon la proposition de l'UGTT. Il faut dire que le syndicat UGTT est une organisation structurée avec un projet politique et que la pression de la rue notamment dans le triangle « rouge » (Sidi Bouzid, Gafsa, Kasserine) n'a pas cessé depuis 2011.

#### La Syrie d'Assad sort renforcée des mésaventures des Frères

La Syrie, avec laquelle le président Morsi avait rompu les relations diplomatiques, a estimé que sa chute représentait un « grand accomplissement ». « *Quiconque se sert de la religion dans le champ politique pour favoriser un groupe aux dépens d'un autre tombera où que ce soit dans le monde.* » « *Le résumé de ce qui se passe en Égypte, c'est la chute de ce que l'on appelle l'islam politique.* » Le régime qui se maintient sur les cadavres de 200 000 morts, depuis deux ans, dans une des plus sauvages guerres civiles est bien légitimé pour ce genre de jugements.

#### Les monarchies du Golfe avec l'armée égyptienne

Les monarchies du Golfe ont ouvert leurs portefeuilles, évitant à court terme la banqueroute de l'État égyptien. Ils ne peuvent permettre que la situation égyptienne chamboule l'ordre régional.

Le roi d'Arabie saoudite a été le premier chef d'État à féliciter M. Mansour, qualifié de "président de la République arabe d'Égypte sœur", avant même sa prestation de serment. « *Au nom du peuple de l'Arabie saoudite et en mon nom, nous vous félicitons pour votre arrivée au pouvoir en Égypte à ce stade crucial de son histoire. Nous prions Dieu pour qu'il vous aide à assumer la responsabilité qui vous incombe afin d'accomplir les ambitions de notre peuple frère d'Égypte* », a déclaré le roi Abdallah dans un message de félicitations à Adli Mansour.

Les dirigeants du Koweït, des Émirats arabes unis et de Bahreïn ont emboîté le pas au roi Abdallah, se disant prêts à collaborer avec la nouvelle administration égyptienne et saluant le rôle de l'armée de ce pays.

#### Le Qatar joue en solitaire

Le Qatar, seul pays du golfe (avec l'Iran) ayant apporté un soutien officiel aux Frères musulmans, est resté circonspect, mais a affirmé jeudi 4 juillet continuer à soutenir l'Égypte, et son émir a félicité le nouveau président intérimaire, Adli Mansour. « *Le Qatar continuera à soutenir l'Égypte dans son rôle de leader des mondes arabe et musulman* », a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, à Doha. « *Le Qatar continuera à respecter la volonté et les choix du peuple d'Égypte* », tout en souhaitant « *un renforcement de l'unité nationale des Égyptiens (...) dans le respect de l'esprit de la révolution du 25 janvier 2011* », qui avait renversé

le régime de Hosni Moubarak, a-t-il ajouté. Le Qatar a d'ailleurs exigé que les militaires égyptiens rendent le prêt de 2 milliards de \$ accordé au gouvernement des Frères. Ce qu'ils ont fait.

### **Les voisins immédiats**

#### Le Hamas plus isolé que jamais

Le mouvement islamiste palestinien Hamas, au pouvoir à Gaza, n'a pas officiellement réagi aux événements égyptiens. Tout au plus a-t-il déclaré que cela n'aurait pas de conséquence à l'égard de Gaza et de la cause palestinienne. Il a toutefois condamné « *le massacre de dizaines de civils égyptiens pacifiques* ». Dans un communiqué, il a exprimé « *sa profonde douleur et appelle à épargner le sang du peuple égyptien* ». Malgré ces déclarations, il est évident que le Hamas subit les conséquences des événements égyptiens, car en Morsi, il a perdu un soutien important et depuis, certains de ses cadres, pragmatiquement, tentent de se rapprocher de l'opposition égyptienne. Du fait du changement d'équilibre dans la région, le Hamas pourrait être contraint indirectement de négocier avec Israël. Mais si le Hamas est plutôt timide dans son soutien à Morsi, c'est que, lui aussi, avait cru que l'arrivée des Frères au pouvoir desserrerait l'étau israélien. Peine perdue : Morsi a maintenu la politique de Moubarak vis-à-vis du Hamas tant pour éviter d'allumer prématurément un conflit avec Israël que par méfiance envers le Hamas jugé peu contrôlable.

#### Le Hezbollah analyse la situation en fonction du conflit syrien

Des sources proches du Hezbollah ont souligné que le « parti de Dieu » « *suit avec un grand intérêt les développements en Égypte et craint des répercussions dangereuses de la situation en Égypte sur toute la région* ». De toute façon, le Hezbollah n'a pas de politique indépendante de l'Iran, et, pour l'instant, l'ensemble de ses forces actives est mobilisé sur le terrain, en Syrie, pour participer aux combats contre la rébellion.

#### L'autorité palestinienne reprend du tonus

Le président Mahmoud Abbas a félicité le nouveau président égyptien « *dans cette phase transitoire* » et a « *rendu hommage au rôle joué par les forces armées pour (...) empêcher [l'Égypte] de basculer vers un destin inconnu* ». Là aussi, c'est l'opposition avec le Hamas qui a déterminé la position d'Abbas.

### **Le grand jeu**

Les grandes puissances globales et régionales sont désormais explicitement de la partie. Les pays riches du Golfe mettent la main à la poche pour renflouer d'urgence les caisses de l'État. Les États-Unis et l'Union européenne offrent leurs bons offices pour rétablir au plus tôt un semblant de vie démocratique et de légalité dans le pays. Craignant un basculement d'alliances dans la région, la Turquie et le Hamas persistent à soutenir les Frères et leurs revendications. Israël se tait tout en tentant, avec le parrainage des puissances occidentales, de relancer les négociations dites de paix avec l'Autorité palestinienne et, indirectement, avec Hamas. Les autres pays arabes, dont les régimes syrien et libyen, se rangent bruyamment du côté de l'armée à l'exception près de la Tunisie où les islamistes au pouvoir d'Ennahdha sont en difficulté et tentent d'éviter la dérive égyptienne vers la guerre civile.

Il est trop tôt pour pouvoir dresser la carte des nouvelles alliances, des nouveaux équilibres et déséquilibres dans la région mais la persistance du conflit en Syrie, avec une dictature capable de se maintenir après deux ans de guerre civile, et surtout la nouvelle politique d'ouverture des dirigeants iraniens, saluée aux USA et par certains en Israël, indique déjà des possibilités. L'Égypte empêtrée dans ses problèmes économiques et sociaux ne peut plus jouer de rôle dans la région. À moins que les militaires s'appuyant sur le nationalisme puissant parmi les Égyptiens, tente une aventure contre Israël.

# LES FRÈRES : « QUI TROP EMBRASSE, MAL ÉTREINT » ?

## **Une longue histoire**

Les Frères musulmans ont une longue histoire<sup>21</sup> et ont subi de longues années de répression violente et de prison. Leur direction et les cadres de l'organisation ont donc été trempés dans la lutte contre les gouvernements successifs Nasser, El-Sadate et Moubarak. Un compromis avait d'ailleurs été passé avec Moubarak : à partir du moment où les Frères musulmans n'investissaient pas la sphère politique, libres à eux de s'occuper dans la sphère civile du développement de leurs organismes d'entraide (soupes populaires, crèches, hôpitaux, etc.). Les seuls points de conflits étaient sur l'application de la charia (qui est toujours dans la Constitution, la religion est au centre de la législation égyptienne. Quatre-vingts pour cent de la législation est basé sur la charia.), l'État refusant de laisser les Frères musulmans décider de son application. Ce travail « à la base » dans les quartiers pauvres des grandes villes lors a donné force, visibilité et ils ont été perçus comme honnêtes et non-corrompus.

## **Une organisation pré-politique**

Les Frères musulmans ont pour projet de fonder un État islamique basé sur la charia. Pour parvenir à cette édification, il faut « réislamiser » toutes les couches de la société égyptienne par la prédication, *da'wa*, c'est-à-dire favoriser un retour à la pratique de l'islam des ancêtres (*salaf*), l'islam originel.

Les Frères n'ont donc pas recruté massivement sur l'instauration d'un califat (ce qui définit l'islam politique) mais plutôt sur une certaine idée de la société civile (piétisme musulman). Ce qui n'empêche pas qu'ils instaurent une discipline de fer bénie par Dieu bien sûr (c'est une association religieuse, ne l'oublions pas).

Les Frères musulmans n'ont pas une ligne politique économique définie et ils se cantonnent à proposer des solutions inspirées d'une redistribution plus égalitaire de la richesse nationale, conformes à leur credo piétiste, sans bien sûr remettre en cause la propriété privée, et encore moins celle des moyens de production.

La direction et les cadres des Frères (qui se définissent eux-mêmes comme une « association », c'est-à-dire pas un parti politique) ont une idée plus précise de la politique : démocratie très formelle<sup>22</sup> allant de pair avec une occupation graduelle mais à outrance du pouvoir (comme on le verra, une fois arrivés au pouvoir) par la modification de la constitution, les pleins pouvoirs, la tentative de mainmise sur le pouvoir judiciaire). Néanmoins, leur projet de transformation de la société se cantonne pour l'essentiel à appliquer la charia et à ne pas remettre en cause le capitalisme.

Plus encore, et en cela prisonnier de leur héritage sunnite, les Frères n'ont aucune compréhension, ni analyse de ce qu'est un État moderne de ce qu'il est, de ce qu'il a à assurer et donc du personnel nécessaire pour le faire fonctionner.

En 2011, le mouvement de la place Tahrir les a surpris mais ce sont eux qui lors des prières du vendredi ont donné le feu vert à leurs troupes pour participer au mouvement ce qui, en conséquence, lui a donné une visibilité et une force qui ont fait vaciller le pouvoir de Moubarak. Pendant le même temps, les Frères musulmans ont négocié avec l'armée pour assurer la transition autour d'un « compromis historique ».

Après la chute de Moubarak, dans la situation quotidienne compliquée en raison des conséquences affectant l'économie, il était préférable pour les Frères musulmans de rester dans

---

<sup>21</sup> L'Association des Frères musulmans (*jamiat al-Ikhwan al-musliminà*) est fondée, en 1928, par un instituteur, Hassan al-Banna, alors que l'Égypte se trouve sous occupation britannique. La création de ce mouvement est une réaction face au vent de liberté qui souffle sur certaines villes égyptiennes à l'égard des mœurs et de la pensée. Cf. Brochure n°3, option citée.

<sup>22</sup> Ce qui n'exclut pas des fraudes massives comme celles qui ont fait gagner Morsi et l'instauration de l'état de siège par Morsi au pouvoir.... on l'oublie souvent.

l'opposition (tout en partageant le pouvoir de fait avec l'armée) et d'attendre le moment où les fruits seront complètement mûrs et aisés à récolter, en application de leur stratégie de conquête de l'intérieur. Mais sont venus les temps des élections législatives, présidentielles puis du référendum sur la constitution. Il fallait choisir une stratégie face aux événements.

Les Frères musulmans après discussion en leur sein (= à la direction) décide de créer un parti politique, en avril 2011, le Parti Liberté et Justice (en fait même plusieurs<sup>23</sup>) pour se présenter aux élections législatives, d'abord, puis aux présidentielles de juin 2012. Ce choix était calculé mais en avance sur leur planning à long terme. Et ce n'est pas parce qu'on gagne les élections qu'on est, pour autant, en capacité à gérer un État même aussi bancal que l'État égyptien.

### ***Le vertige du succès***

Quelle que soit l'ampleur de leur succès électoral (autour de 50 %), les Frères, d'une certaine façon, sont pris de court par celui-ci pour lequel ils n'étaient pas préparés, et qu'ils n'ont pas analysé. Car même bien enracinés, avec un effectif d'environ un million de membres, les électeurs dépassaient largement leur aire d'attraction habituelle. Des électeurs ont voté pour un parti, le PLJ, pas parce qu'ils étaient devenus des sympathisants ou des militants (il n'y a pas eu de saut quantitatif) mais parce qu'il était le plus sérieux, le plus crédible et le moins corrompu, pour faire oublier Moubarak. C'est cette masse d'électeurs déçus alliée aux revanchards pro-Moubarak et aux démocrates radicaux qui va constituer l'opposition dans la rue en juillet 2013.

On ne peut reprocher aux Frères leur inexpérience à gérer un État. En revanche, leur cécité à comprendre leurs propres limites et à, de façon palliative, s'appuyer temporairement sur des technocrates, des hauts fonctionnaires les ont précipités vers leur chute. Par ailleurs, les mesures, demi-mesures qu'ils ont prises pour inefficaces ou attentistes qu'elles aient été sur le plan économique (refus du prêt du FMI au profit de celui des prêteurs islamiques, par exemple) ont alerté l'armée, et les hésitations sur la suppression des prix politiques des marchandises de première nécessité ou de l'essence, leur ont aliéné les prolétaires des villes tout en engendrant, pour l'essence, avec le système des bons, une corruption importante.

Certes les Frères n'y sont pas allés à marche forcée. Au contraire, ils ont continué leur investissement progressif mais cette fois-ci de l'État lui-même, tout en ne comprenant pas qu'il fallait faire tourner ses fonctions vitales, huiler les rouages et prendre des décisions. Ne voyant rien revenir du mécontentement tant de la population que de l'armée, ils ont poussé un peu fort en limogeant le juge du tribunal suprême en novembre 2012. L'attaque du pouvoir judiciaire ne pouvait qu'alerter l'armée.

### ***L'incapacité à voir le vent tourner***

Mais, il n'y avait pas que cela. Les Frères commencèrent à dire qu'ils envisageaient de contrôler le budget de l'armée et notamment, la « subvention » annuelle que lui verse directement l'État américain (1,3 milliards de \$), hors de tout contrôle de l'État égyptien. Attaquer l'armée au portefeuille ne pouvait être toléré. L'armée a donc dès le début de 2013, préparé sa réaction, guettant le moment propice, fourbissant, si l'on peut dire, ses armes.

Comparaison n'est jamais raison, mais l'aveuglement dont ont fait preuve les Frères à ne pas sentir la réaction de l'armée, ressemble, à l'heure du quarantième anniversaire du coup d'État au Chili<sup>24</sup>, à celle d'Allende qui faisait confiance à Pinochet. Mais là s'arrête le trait : Allende a résisté les armes à la main, alors que Morsi s'est laissé arrêter sans résister.

---

<sup>23</sup> Dès mai-juin 2011 il y a des militants et non des moindres qui se font virer, d'autres qui sortent du MB pour fonder des nouveaux partis :

- al-Nadha (Renaissance Party) (Ibrahim al-Zaafarani + 15 jeunes sorte de MB)
- al-Tayyar al-masry (*Egyptian Current Party*) (une centaine de jeunes sortent de MB et fondent ce parti avec d'autres)

<sup>24</sup> Le 11 septembre 1973.

Et il fallait que les Frères soient collectivement victimes d'un excès de confiance vu la facilité avec laquelle la direction s'est quasiment toute fait arrêter. Comme si les années de clandestinité et son patient et douloureux apprentissage s'étaient perdus, d'abord, dans la semi-légalisation obtenue pendant les dernières années Moubarak puis avait fondu sous les ors du pouvoir. Peut-être l'expérience des Frères, le gradualisme de l'investissement de la société civile était arrivé au bout de ses possibilités ?

Si la direction s'est laissé cueillir, certains cadres intermédiaires, des militants et certains sympathisants ont réagi et sont sortis dans la rue, dans la plupart des grandes villes d'Égypte, en affrontant la police. Mais là aussi, ces manifestants n'ont pas vu qu'il n'y avait pas que les forces officielles de répression à les affronter mais aussi (et surtout si l'on tient compte de la myopie politique des Frères), la population dont la haine se déversait maintenant plus seulement en paroles, mais en actes. Face à cela, les manifestations ont continué régulièrement envoyant les participants au lancinant abattoir quotidien, sans aucune efficacité militaire. Cela peut s'expliquer par l'absence de structure militaire centralisée des Frères mais surtout parce que le sunnisme oblige, la martyrologie, le culte des martyrs font partie des références des Frères. Ce culte ignoble où la direction sacrifie les membres de l'organisation pour resserrer les rangs face à l'ennemi, tout en n'ayant aucune efficacité pratique, sauf celle de se sentir dans le même bateau où le capitaine a fait défaut.

Dire qu'il n'y a pas eu de discussion sur cette stratégie serait faux puisqu'au bout de deux mois, elle a été abandonnée et remplacée par des petites manifestations, généralement, le vendredi au sortir des prières. Mais nous ne savons rien de la teneur exacte de ces discussions ni de l'état exact des forces restantes et décidées à résister.

Ce qu'on peut dire, cependant, c'est que la stratégie électorale de 2012 a été combattue au sein du Conseil de la *Shura* (sorte de « comité central »), composé de 110 membres, la décision de se présenter aux élections n'est passée qu'à une courte majorité<sup>25</sup>. Maintenant que la défaite de cette stratégie est consommée, les bouches s'ouvrent et de nombreux militants, ayant échappé à la répression, dénoncent la surdité et l'aveuglement de la direction des Frères musulmans à écouter la base et à voir venir le danger. Pour Morsi et la direction, selon ces opposants, « *les militaires ne nous trahiront jamais !* »<sup>26</sup>

## **Turquie versus Égypte**

### **Le contexte turc**

L'islam politique ne peut être un courant modernisateur. Comme en Turquie, qui a connu une forte croissance depuis le début des années 2000 et a bénéficié de nombreuses réformes, depuis que l'AKP dirige le pays. L'AKP et les Frères musulmans sont, certes, tous les deux arrivés au pouvoir avec une majorité au Parlement, dans un contexte de lutte ouverte avec l'armée. Mais il faut se méfier de cette comparaison, qui néglige des aspects locaux du contexte de l'arrivée au pouvoir de chaque parti et de leur composition de classes.

La première différence, c'est la forme laïque de l'État turc, la présence dans le pays de bastions laïcs et la faiblesse des institutions religieuses, due à une longue tradition de sécularisation de la vie publique. Bien que dès 1928, l'islam ne soit plus religion d'État, le sunnisme est réintroduit par le biais de l'État. Des cours de religions réapparaissent dans les écoles primaires publiques en 1949. L'arabe a été à nouveau autorisé pour l'appel à la prière (1950), et les confréries religieuses sortent de la clandestinité. Des partis politiques d'inspiration islamique prennent de l'ampleur, comme nous le verrons dans la suite du texte. Actuellement, il y a de moins en moins de garde-fous sur l'imposition des mesures religieuses (en septembre 2012, Erdogan a remis sur la table la question du foulard islamique en annonçant que les fonctionnaires, les étudiantes, etc. auraient le droit de le porter). Mais pour le moment, il y a bien une différence de degré entre le programme de l'AKP et celui des Frères musulmans, qui vont beaucoup plus loin

<sup>25</sup> *Wall Street Journal* du 02/09/2013.

<sup>26</sup> *Idem.*

dans la fusion entre religion et politique. Dans le discours de l'AKP, la référence à l'islam est toujours sous forme d'allusion (ce ne sont pas des considérations religieuses ou culturelles qui ont donné lieu à la transformation du mouvement islamiste en parti politique, mais des intérêts de classe), alors que les Frères musulmans proclament que l'islam est la solution. C'est pourquoi, la visite d'Erdogan (AKP) en Égypte en 2011, au cours de laquelle il a appelé les Frères musulmans à accepter la laïcité a jeté un certain froid dans les relations entre l'AKP et les Frères musulmans.

La deuxième différence, c'est la composition des deux partis et de leur électorat. L'AKP, fondé en 2001, est issu d'une scission du *Refah partisi* (parti du bien-être), le parti islamiste<sup>27</sup> qui avait participé aux gouvernements de coalition de Nemcettin Erbakan (1996-1997), l'AKP étant issue de la sécession de son aile moderne et démocrate. L'image que voulait se donner le nouveau parti était celle d'une formation ouverte, démocratique, prête à respecter la laïcité. On peut trouver les racines de l'AKP dans les années 1940, presque exclusivement dans les partis de centre-droit. L'islamisme d'alors rejetait le kémalisme en bloc et professait le retour aux anciennes valeurs religieuses et culturelles, dans un pays où l'islam est religion dominante, (plus de 99 % des Turcs sont issus d'une famille musulmane). Les trois quarts d'entre eux sont sunnites et un quart, alévis (une branche du chiisme mais indépendante du chiisme d'Iran).

Donc, resté en marge de la vie politique de l'époque, l'islamisme turc cherchait à s'articuler avec l'idéologie dominante du moment. L'islamisme devait constituer une idéologie indépendante, tisser des liens avec la modernité et se placer sur l'échiquier politique (de façon tout à fait opportuniste, par ailleurs).

La troisième différence, c'est le contexte dans lequel les deux partis sont arrivés au pouvoir. Certes, les deux partis ont gagné les élections dans un contexte de lutte avec l'armée. Mais la stratégie employée par l'AKP était de se servir de la candidature à l'UE et du respect des institutions démocratiques pour l'affaiblir. Pour l'Égypte, l'adhésion à l'UE et l'ouverture économique n'ont jamais été envisagées.

## Un peu d'histoire

En 1950, le passage au multipartisme en Turquie constitua un tournant important qui accentua la lutte entre la bureaucratie civile et militaire, le capital moderne sous les traits du Parti républicain du peuple (CHP) de Mustafa Kemal, fondé en 1924 d'un côté, et les patrons des petites entreprises, les artisans, les paysans, les communautés religieuses et les groupes ethniques marginalisés représentés par le Parti Démocrate (DP) de l'autre. Le coup d'État de 1960 allait mettre un coup de frein à l'avancée de l'islamisme. Mais à la fin des années 1960, l'articulation de l'islamisme avec le conservatisme s'accroît, pour conduire à la formation d'un mouvement appelé Vision nationale (*Millî Görüş*, une confrérie, en fait) dirigé par Erbakan (le futur *Refah*). Vision nationale est la matrice qui allait donner naissance au Parti de l'Ordre National (MNP), au Parti du Salut National (MSP), au *Refah* (RP), au Parti de la Vertu (FP) et au Parti du Bonheur (SP). Des formations politiques qui changeaient de nom chaque fois qu'ils étaient forcés de se dissoudre sous la pression de l'armée (celle-ci constituait alors un pouvoir tutélaire via le Conseil national de sécurité (GSK) sans le consentement duquel aucun réaménagement de l'État n'était possible, les politiques étant indispensables pour la médiation politique entre l'État et la société civile) et de l'État laïc (pour infraction anticonstitutionnelle, bien souvent).

L'islamisme entre au Parlement en 1970, avec trois députés du MNP, dont Erbakan. La participation du MSP, en 1974, à un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates, fut un bon exemple d'alliance opportuniste, cette fois avec la gauche, ainsi que d'un premier accès au pouvoir. Mais l'armée intervient en 1980, et mit fin à la montée du duo gauche-islamisme (anti-impérialiste, anti-occidental et anti-CEE), représenté par Ecevit et Erbakan. C'est à ce moment que la junte militaire, pour lutter contre les partis de gauche, renforce l'islam avec l'aide des islamistes. La constitution de 1982 rend obligatoire l'enseignement coranique (dans sa version sunnite exclusivement) dans toutes les écoles et collèges public. Le gouvernement multiplie les

---

<sup>27</sup> Fondé en 1983, dissout en 1998, il a donné naissance au *Saadet partisi* et à l'AKP.

autorisations d'ouverture d'école pour former des imams. En 1986, est promulguée une loi interdisant le blasphème sous peine de prison...

Les dix années suivantes seront marquées par une libéralisation des sphères économiques et politiques. Turgut Özal (par ailleurs membre de la confrérie des Nakshibandis), ancien ministre de l'Économie, fut élu en 1983, à la tête du gouvernement avec 45 % des voix. Son parti, l'Anap (Parti de la Mère Patrie) réunissait libéraux, conservateurs et traditionalistes, « *mettant fin à la dualité entre l'élite occidentalisee et le peuple imprégné de culture musulmane* »<sup>28</sup>. L'Anap, qui se définissait comme conservateur progressiste, tenta une alliance, entre « *l'économie de marché, la moralité islamique et l'adoption des valeurs démocratiques libérales de l'Europe* »<sup>29</sup> (Özal pose la candidature de la Turquie à l'UE dès 1987). Les jalons du pluralisme posés par Özal conduisirent, dans les années 1990, à la formation de nouveaux partis. La prolifération de partis de gauche incapables de se détacher du kémalisme, fut accompagnée par la montée de la droite nationaliste – à cause du problème kurde – tandis que l'Anap commença à décliner suite à la mort d'Özal en 1993. Brièvement occupé par le Parti de la Juste Voie (DYP, lié à la confrérie Nurcus), le centre-droit traditionnel se vit de plus en plus noyauté par l'islam politique incarné par le *Refah*. L'islam politique des années 1990 se distinguait des partis dogmatiques de l'époque pré-Özal (MNP et MSP) par sa communion avec une nouvelle identité islamiste et non plus seulement musulmane.

Le nouvel islam politique attire les jeunes salariés des villes, les prolétaires pauvres des banlieues et les paysans. Le *Refah* réalise un mélange d'islamisme moderne pour attirer les classes moyennes tout en rejetant un État basé exclusivement sur des préceptes religieux et dépendant d'un électorat rural. En 1994, le *Refah* est la première force électorale du pays, et en 1996, il arrive à la tête d'un gouvernement de coalition avec le centre-droit (DYP).

Cet accès au pouvoir suscita plusieurs problèmes, découlant surtout de la vision du monde d'Erbakan, leader du parti, resté archaïque dans ses valeurs malgré l'évolution du paysage socio-politique du pays. Voulant changer l'orientation pro-UE de la politique étrangère en faveur des relations avec les pays musulmans, il lança des idées comme la reconversion de Sainte-Sophie en mosquée ou encore la ségrégation sexuelle dans les transports publics. En 1997, l'armée conseille au gouvernement d'Erbakan de mettre fin à toute activité islamiste et de rétablir un contrôle strict de l'État sur les activités religieuses. La pression exercée sur le *Refah* conduisit à sa dissolution en 1998 pour activités contre le principe de la République laïque. L'État imposa une série de mesures restrictives aux manifestations publiques des pratiques religieuses. Ce qui déclencha une scission au sein du *Refah*, qui se divisa entre traditionalistes et réformistes. Les réformistes formèrent l'AKP en 2001, qui refusait de se définir comme islamiste. Le Parti de la Justice et du Développement (AKP) remporte une première victoire en 2002, obtenant 34 % des suffrages pour dominer l'Assemblée nationale avec 365 députés sur 550.

## La base économique turque

À partir de 2000, une bourgeoisie conservatrice d'entrepreneurs, essentiellement des dirigeants de PME d'Anatolie et d'Istanbul et représentés par le *Müsiad* (organisme patronal islamique fondé en 1990, qui exerce un contrôle social strict sur les ouvriers et les employés), monte en puissance grâce à la libéralisation économique et à la décapitation de l'armée (depuis 2007, plusieurs affaires politiques obscures ont débouché sur des procès impliquant un grand nombre de hauts cadres militaires. Des procès concernant des complots soi-disant fomentés par l'armée depuis 2003 pour abattre l'AKP. Des documents faisant état de troubles en préparation, de possibles interventions de l'armée pour rétablir l'ordre, selon un schéma classique depuis les années 1960, ont été divulgués à la presse.

Des arrestations massives ont conduit en prison près de 400 militaires, dont de très nombreux généraux et officiers haut gradés, mais également des centaines de civils liés à ces affaires). Cette bourgeoisie est, bien sûr, liée à l'islamisme politique. Ainsi, les membres du

---

<sup>28</sup> Colloque « Islam, Société, Modernité » : « *Le gouvernement AKP en Turquie : paradoxe et synthèse* » Bruxelles, 2004.

<sup>29</sup> Idem.

*Müsiad* sont pour ainsi dire tous cadres ou responsables dans l'AKP. Ces tigres anatoliens sont l'illustration du modèle social et économique porté par l'AKP, dirigé par le Premier ministre Erdogan. Un modèle dont se réclament le PJD au Maroc, Ennahda en Tunisie et les Frères musulmans, malgré une certaine méfiance pour ces derniers à l'égard de la montée en puissance de la Turquie voisine et des relents de néo-ottomanisme.

Jusqu'en 2000, la Chambre de commerce d'Istanbul (ITO, la plus grande chambre de commerce de Turquie, locomotive de l'économie turque) était administrée par les patrons des grands conglomérats (Sabancı, Koç, Tekfen, Dogus) affiliés au Tüsiad (Association des industriels et des hommes d'affaires de Turquie) représentant le grand patronat d'Istanbul, alors que les PME (deux millions en Turquie) n'avaient pas de représentation suffisante à l'ITO.

En une douzaine d'années, ces patrons d'Anatolie ont mis fin au monopole de la grande bourgeoisie laïque et acquis une représentation nouvelle, une reconnaissance et une visibilité dans l'espace public. C'est cette bourgeoisie qui désormais dirige l'évolution économique du pays. En Turquie, le capital a changé de mains... Le modèle fonctionne parce que l'islamisme en Turquie a réussi à être compatible avec le capitalisme et la démocratie et que l'islam n'est pas considéré comme la solution aux problèmes économiques, comme c'est le cas chez les Frères musulmans et chez les fondamentalistes. Ces entrepreneurs viennent souvent de familles aisées, fils de commerçant ou d'industriel, ils bénéficient de relations, de réseaux propres et d'un capital pour lever les fonds afin de créer leur entreprise, et s'ils ont besoin de financements extérieurs, ils ne font pas vraiment la différence entre banques islamiques ou banques conventionnelles. Ayant en ligne de mire le marché européen, ils se plient aux contraintes juridiques de l'UE en matière d'échanges commerciaux. Leur objectif est de créer de la richesse en conformité avec la morale islamique : ne pas gagner de l'argent malhonnête ou provenant de l'usure.

Si l'histoire de l'AKP est celle des partis de centre-droit et du *Refah*, de l'opposition aux partis de gauche, à l'État laïc et à l'armée, celle des Frères musulmans est liée à la répression. De plus les Frères musulmans ne disposent pas d'un programme économique clair, contrairement à l'AKP.

## Le rôle de l'armée

Après les coups d'État de 1961 et de 1982, l'armée turque a inscrit son rôle dans la Constitution, notamment au travers de la création, puis du renforcement du Conseil de sécurité nationale, organe composé de civils et de militaires, qui avait un droit de regard sur toutes les questions concernant la sécurité nationale. Il servait en fait de voie institutionnelle pour permettre à l'armée de veiller sur ses intérêts. Ce Conseil national de sécurité a pesé d'un poids très lourd dans la vie politique jusqu'à très récemment. Sa face visible, le MGK réunissait la hiérarchie militaire, le Premier ministre et quelques membres du gouvernement sous la direction du président de la République. Sa composition a été changée depuis, de sorte que son secrétaire général ainsi que la majorité de ses membres sont des civils. L'armée turque est présente dans l'économie à travers deux organismes : le Fonds de pension des forces armées et la Fondation pour le renforcement des forces armées.

Fondé en 1961, l'Oyak est un holding militaro-industriel coiffant une trentaine d'entreprises (construction automobile, agroalimentaire, travaux publics, assurances, tourisme...) et employant dans les années 2000, plus de 30 000 salariés. L'armée est actionnaire à 49 % de la production automobile de Renault en Turquie, et premier producteur de ciment du pays. Elle perçoit directement certains impôts, comme la taxe sur l'essence, désormais contrôlée par le Parlement depuis 2003. Il possède aussi l'Oyak Bank, l'une des grosses institutions financières du pays. Le TSKGV, lui, coiffe plus d'une trentaine d'entreprises de production d'armements allant de la conception à la fabrication de systèmes électroniques militaires, de fabrication sous licence de chasseurs F-16 et de production de radars et d'armement classique. Il emploie plus de 20 000 salariés. Deux holdings qui réalisent un chiffre d'affaires estimé à plusieurs milliards de dollars par an. Mais son poids économique n'est pas aussi important qu'en Égypte...

## L'impasse du sunnisme

Rappelons que le sunnisme dans toutes ses variantes, n'a pas de théorie de l'État ou plutôt veut l'instauration du califat basé sur la Oumma qui est un concept transnational ou plutôt dans le meilleur des cas, lorsqu'un parti sunnite arrive au pouvoir et donc prend la tête de l'État, il ne conçoit celui-ci que sous l'aspect répressif, judiciaire et administratif mais certainement pas comme le représentant et le garant des rapports sociaux, le représentant de la classe dominante mais aussi capable de défendre les intérêts globaux du capital au-dessus (et parfois contre) les capitalistes individuels et parfois contre une partie de lui-même. Cette compréhension fait partie du patrimoine politique du chiisme duodécimain qui a permis la prise du pouvoir (et le maintien) en Iran.

Mais le problème pour le sunnisme est qu'à l'exception de la Turquie, il n'est hégémonique que dans des régions où le capitalisme est faiblement développé ou prisonnier de la rente des matières premières. C'est bien le fait que les rapports sociaux n'ont pas permis l'émergence d'une classe capitaliste capable d'accumuler et de développer le capital dans son aire d'existence, autrement que sous la forme rentière ou étatique (faible), qui empêche qu'ailleurs qu'en Turquie, le sunnisme ne produise rien d'autre que ce qui existe et ne pousse pas à la remise en cause.

Seul l'AKP, pour les raisons évoquées précédemment, a été capable d'évoluer et de se transformer en une « démocratie chrétienne » dans ses rapports entre religion, État et société civile tout en étant, par exemple, le premier geôlier de journalistes dans le monde avant l'Iran et la Chine<sup>30</sup>.

## ***L'avenir possible***

Est-ce que ces événements sonnent le glas de la présence des Frères musulmans dans la société égyptienne ? Non, évidemment, si leurs bases sont ébranlées, elles ne sont pas cassées. Leur sommet est en grande difficulté, traversé par un débat difficile sur la marche à suivre à moyen long terme. Toutefois, cette association a prouvé pendant des décennies être en mesure de survivre à la répression la plus féroce. Le mécanisme qui les a rendus si forts est encore en place.

La tactique adoptée après le coup d'État n'est pas nouvelle et bien rodée : mobiliser la rue pacifiquement à partir des mosquées et harceler, y compris s'il faut en payer un prix élevé en vies, les forces de répression sans tomber dans le piège de l'affrontement armé direct. Il est peu probable, à ce stade, que des secteurs minoritaires des Frères choisissent la voie de l'action directe. La discipline de fer qui règne dans l'association n'est pas démentie par les derniers développements. Pendant ce temps, la direction poursuit les tractations avec les puissances et les mouvements étrangers qui lui sont acquis ou qui se montrent sensibles à leur cause. Objectif : exercer une pression de l'intérieur et de l'extérieur du pays pour revenir dans le jeu institutionnel la tête haute.

Les derniers événements ne donnent pas forcément de visibilité à cette nouvelle politique d'autant que l'armée semble bien décidée à continuer à maintenir plus qu'une pression sur les Frères. La mise en coupe du « clergé » par l'obligation faite aux prédicateurs de se déclarer auprès de la mosquée maintenant contrôlée par l'État sous peine d'être mis hors-la-loi en est un exemple. Même si, dans le Sunnisme, le prédicateur est « payé » par ses ouailles, et la notion de clergé n'y a rien à voir avec celle du Chiisme duodécimain. Cela signifie que l'armée est décidée de ne laisser comme espace aux Frères que ce qu'elle veut bien lui laisser.

## **L'ABSENCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE**

### ***Panorama des forces en présence***

Quant à l'armée, sa ligne est simple : créer les conditions pour le retour au pouvoir d'une coalition de forces capables de contrebalancer les Frères. Pour ce faire, la connexion avec le

---

<sup>30</sup> 49 journalistes emprisonnés en Turquie, 45 en Iran et 32 en Chine.

mouvement anti-Morsi est essentielle. D'un autre côté, elle veut rembarquer les Frères ou une partie d'entre eux dans le compromis institutionnel forgé après la chute de Hosni Moubarak. L'opération de rééquilibrage à chaud des forces en présence qui a pris la forme d'un coup d'État sur fond de guerre civile à peine larvée n'a pas encore capoté. Le bras de fer se poursuit dans la rue au moyen d'actions répressives brutales mais ciblées, susceptibles de diviser les Frères sur la riposte à donner.

Entre-temps, les pourparlers se poursuivent avec Morsi lui-même et avec les nombreux agents de liaison nationaux et étrangers dont disposent les Frères. Le changement de la Constitution selon des critères acceptables par les généraux et la fixation des dates d'une nouvelle tournée électorale sont au cœur des tractations. Mais, plus le temps passe, plus l'étau se resserre sur les Frères.

Les soldats n'ont pas leur mot à dire bien encadrés par des officiers soudés par la cause commune du maintien de la primauté de l'armée. Chez beaucoup de prolétaires des villes, il y a un mélange de sentiments anti-Frères (contre leur ordre moral) et de leur juste protestation contre la vie chère et les pénuries d'essence qui a souvent débouché en émeutes depuis le printemps. Les luttes contre la vie chère et les pénuries semblent prendre corps y compris dans les zones rurales du Nil. Peu touchés par la crise, nombre d'employés du secteur public, ensuite, craignent de perdre des postes acquis pendant l'ère Moubarak et de faire l'objet d'une épuration par les Frères au pouvoir. Les sans réserves des grandes villes, quant à eux, sont prisonniers des mécanismes de l'économie grise ou criminelle. La volonté affichée par les Frères de boucher ces canaux de survie en a fait basculer beaucoup du côté de l'armée.

Enfin, les composantes démocratiques plus ou moins radicales les plus lucides du mouvement de la jeunesse scolarisée ont vu dans le coup d'État un moindre mal face à la menace contre la dite révolution et contre le processus d'établissement en Égypte d'une démocratie moderne à l'occidentale. Aucune expression autonome significative n'a apparue pendant le mouvement anti-Morsi et à plus forte raison après le coup d'État. Dans le camp des Frères, on retrouve, à l'exception près des soldats, les mêmes composantes du prolétariat d'Égypte que celles qui s'y opposent. Leurs motivations, en revanche, sont nettement plus homogènes reflétant fidèlement la ligne politique adoptée par leur parti. La véritable force des Frères réside précisément dans leur capacité, au cours des décennies d'opposition, de former une organisation de masse soudée autour de son groupe dirigeant et de son programme.

Les anciennes classes moyennes (professions libérales, commerçants et petite paysannerie plus ou moins pauvre pour l'essentiel) et la nouvelle bourgeoisie n'ont pas, à leur tour, la capacité d'exprimer un point de vue unifié et se polarisent d'une façon analogue au prolétariat. Les milieux financiers internationaux, pour leur part, sont relativement confiants vis-à-vis du coup d'état militaire : *« Malgré l'incertitude, il y a peut-être trois raisons de ne pas s'attendre à ce que le pays sombre dans le chaos complet. Premièrement, l'armée semble avoir pris un ton conciliant et semble ne pas avoir l'intention de s'impliquer à long terme dans la vie politique – peut-être échaudée par ce qui s'est passé en 2011. Deuxièmement, basé sur l'expérience passée, les forces armées feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher les troubles politiques d'endommager l'économie en protégeant le Canal de Suez, les ports et les industries clés. (Il y a eu un minimum de perturbation pour le secteur de l'énergie en 2011, bien que le tourisme ait été durement touché). Et Troisièmement, tous les principaux acteurs locaux et internationaux ont un intérêt direct à s'assurer que la stabilité politique et économique se rétablisse rapidement. »*<sup>31</sup>

Le prolétariat d'Égypte, pour sa part, est bien présent dans la rue et dans les deux camps qui s'affrontent. Les prolétaires en uniforme de l'armée, des secteurs de prolétariat des villes aux activités économiques les plus développées (Port Saïd et Alexandrie par exemple), des segments amples de la fonction publique dont les secteurs à plus fort taux de syndicalisation<sup>32</sup>, des

---

<sup>31</sup> *Capital Economics* - 4/7/2013

<sup>32</sup> À l'exemple d'un certain Khaled, cité par *Le Monde* du 7 août 2013, le plus remonté contre les Frères, est celui qui a vu sa situation s'améliorer : comme tous les fonctionnaires, il a bénéficié de la revalorisation des

bataillons de sans réserves du Caire intéressés par le désordre bien ordonné et les trafics de l'époque Moubarak, des fractions amples de jeunesse scolarisée ont soutenu ouvertement le coup d'État. Leurs motivations sont en revanche très différentes.

### ***Pas d'autonomie ouvrière***

Ce tableau des forces sociales en présence ne justifie aucun triomphalisme par rapport aux développements probables de la situation en Égypte. L'absence de tout processus d'autonomie politique du prolétariat et plus largement des classes subalternes ne fait pas envisager à court moyen terme l'amorce d'une reprise en grand de la lutte de classes. Néanmoins, l'instabilité politique et sociale aiguë qui s'est installée dans ce pays rend possible, quoique improbable en l'état, des accélérations et de nouvelles polarisations qui pourraient déboucher sur l'irruption sur scène des classes subalternes avec un projet propre.

Si de nombreuses entreprises du secteur privé ont vu leur production arrêtée pendant les jours de répression, ce n'est pas en raison de grèves. Les usines avaient temporairement fermé car les patrons craignaient l'embrassement et/ou les ouvriers ne pouvaient pas se rendre au travail. Peut-être que les plus lucides de ces derniers refusent de s'impliquer dans un combat entre deux fractions bourgeoises, de choisir entre la peste et le choléra. La grève des 2 100 ouvriers, chez Suez Steel, du 23 juillet au 23 août, a eu lieu pour des raisons propres à l'entreprise, à savoir, la participation aux bénéfices de l'entreprise, des primes de dangerosité et une couverture des soins. Les ouvriers élirent un comité de 15 personnes pour discuter avec la Direction. Celle-ci les licencia au bout de quelques jours. Enfin, le 18 août l'armée et la police envahirent l'usine où les ouvriers faisaient un sit-in et arrêtèrent trois ouvriers. Ceci précipita l'accord final où les ouvriers n'ont rien obtenu à part la réintégration des 15 licenciés et la libération des trois emprisonnés.

Ce fut la même chose à l'usine (étatisée) de textile de Damiette, les 30 et 31 juillet, où les ouvriers demandaient le paiement de salaires en retard et le licenciement du directeur. De même si la grande usine *Misr Spinning and Weaving* de El-Mahalla El-Koubra a connu des grèves, ce fut deux fois une journée, les 15 et 26 juillet, et là-aussi principalement pour des questions de primes non versées et de salaires en retard ; de même encore, le 9 octobre

## **CONCLUSION**

### ***Un regain de bonapartisme***

L'épisode du coup d'État de l'armée est fondé sur le risque très calculé d'exacerber les combats entre partisans des deux fractions en conflit pour que l'État et l'armée en tirent le meilleur parti. Un État et une armée qui, faute de vainqueurs dans la rue, se proposeraient à nouveau comme les seuls garants de la paix civile et de la cohésion sociale, en un mot de l'intérêt général. Il ne s'agit que d'une variante spécifique du bonapartisme. Marx définit le bonapartisme par « *la victoire du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif*<sup>33</sup> » avec l'État qui semble « *être revenu à sa forme primitive, à la simple domination insolente du sabre et du goupillon*<sup>34</sup> » « *La lutte parut apaisée en ce sens que toutes les classes s'agenouillèrent, également impuissantes et muettes, devant les crosses des fusils*<sup>35</sup> »... le rêve des généraux égyptiens. En dépit de la mascarade de l'installation d'un exécutif d'experts et de personnages éminents présumés super partes, l'armée égyptienne du coup d'État permanent présente aujourd'hui « *le pouvoir gouvernemental comme une antithèse de la société civile, c'est-à-dire comme un extrême dominateur*<sup>36</sup> ».

---

salaires. « *Mais les 50 % de hausse des salaires se sont transformés en 50 livres [5,50 euros] de plus par mois à cause de la hausse des prix et des taxes* », se plaint-il.

<sup>33</sup> Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte

<sup>34</sup> Même si, bien entendu, le goupillon est du côté du pouvoir législatif déchu et donc contre le sabre.

<sup>35</sup> Idem p.40.

<sup>36</sup> Idem p.40.

Mais l'état-major de l'armée et ses influents conseillers et bailleurs de fonds étrangers savent parfaitement que cette situation n'est guère tenable longtemps. D'autant plus que le nouveau régime n'a pas beaucoup plus à donner aux masses affamées et survoltées que celui qui vient d'être évincé par la force. « *Le pouvoir de l'État ne plane pas dans les airs*<sup>37</sup> », rappelait encore Marx.... Il faudra que le pouvoir de l'État revienne sur terre au plus vite sous peine que l'armée elle-même devienne la cible de la critique pratique des masses déshéritées d'Égypte. Abdel-Fattah El-Sisi Bonaparte ?

Les usines continuent de produire. L'ordre capitaliste règne dans les ateliers. En témoigne le bond des exportations de marchandises hors hydrocarbures. Après avoir crû d'un modeste 2 % en 2012, les exportations de ces marchandises ont rebondi de 15 % en valeur, à 65,50 milliards de livres, (grâce notamment à la dépréciation de la devise nationale) dans les cinq premiers mois de 2013 par rapport à la même période de l'an passé. Le rebond des exportations est encore plus accentué dans le textile (+16,5 % sur la même période, à 2,44 milliards de livres). Or, tout réveil de la classe passe nécessairement par l'installation progressive et par la lutte indépendante du pouvoir ouvrier dans les lieux de l'exploitation. L'Égypte ne fait pas exception.

### **La possibilité d'une crise révolutionnaire**

La crise politique et économique égyptienne connaîtra d'autres soubresauts violents. Elle ne s'est toujours pas transformée en situation prérévolutionnaire et encore moins en l'ouverture d'un processus menant à la révolution communiste car le prolétariat, abondamment présent sociologiquement dans les combats en cours, n'existe pas encore pour lui-même. Pour qu'une situation prérévolutionnaire ou révolutionnaire se déclare, il faut deux ingrédients objectifs – l'arrêt du développement des forces productives dans la forme d'une crise cyclique d'une gravité telle que les prolétaires en subissent de plein fouet les conséquences dans leur vie matérielle et une crise politique et institutionnelle grave – et deux conditions subjectives : la majorité des ouvriers conscients prêts à l'assaut final et une politisation accélérée des « masses retardataires ». De plus, la formation d'une situation révolutionnaire n'est pas suffisante à déclencher une révolution communiste car celle-ci est le fait exclusif de la subjectivité prolétarienne, de l'émergence du besoin du communisme chez les masses exploitées et opprimées.

L'emploi de la définition léniniste de la situation révolutionnaire n'est pas un mal en soi. Au plan purement statique d'une photographie, la définition n'est pas erronée. Notre critique porte sur l'enchaînement que la III<sup>ème</sup> internationale croyait identifier entre situation et révolution. En un mot, la situation ne détermine pas forcément une révolution (et encore moins communiste) (cf. 1968) et la révolution communiste peut se déclencher sans que toutes les caractéristiques d'une situation révolutionnaire soient réunies (cf. la Commune). La révolution communiste est un fait éminemment subjectif (c'est le prolétariat qui se fait sujet). Certains bolchéviques dont Lénine lui-même avaient perçu cette discontinuité entre situation et révolution en l'enfermant cependant dans une conception idéaliste étriquée de la révolution, fonction de la conscience révolutionnaire, donc du parti. Nous tentons de sortir de cette vision en développant le concept de perception. Selon cette idée à développer plus précisément, à un instant précis, des larges masses d'exploités et d'opprimés renversent la représentation sensible de la réalité qu'elles avaient jusque-là (une représentation qui était issue de la domination des idées des classes dominantes). Ce renversement de la représentation sensible de la réalité (à distinguer de la conscience révolutionnaire systématisée et globale propre aux secteurs avancés de la classe) est le vrai point de départ de l'action révolutionnaire proprement dite. Elle permet d'en entamer le processus vers l'organisation politique autonome et, par-là, vers l'insurrection communiste. A priori, ce renversement de la représentation sensible de la réalité, enfin, peut être provoqué par tout fait modifiant le rapport des classes. Peu importe, toujours a priori, si ce fait est d'une grande portée ou pas, s'il a des conséquences graves ou pas.

---

<sup>37</sup> Idem p.41

Comme nous l'écrivions il y a quelques mois dans une mise au point<sup>38</sup> sur les événements du Moyen-Orient :

*« La répression des étincelles de révolte contre la consolidation du régime islamiste et contre le compromis historique de celui-ci avec l'armée est également le déclencheur des soubresauts insurrectionnels actuels en Égypte. Des soubresauts d'une ampleur relative et d'une force assurément inférieurs à ceux en Tunisie mais qui indiquent le détachement initial, actif et collectif d'une partie encore très minoritaire de la population prolétarienne du piège de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme. La normalisation est loin de l'avoir emporté.*

*Comme en Tunisie, les coffres de l'État se vident à grande vitesse alors que les poches des prolétaires et des paysans pauvres ne contiennent plus rien depuis longtemps. On dit l'armée tentée de reprendre le contrôle du pays en son propre nom. Les déclarations ponctuelles d'état de siège et l'imposition récurrente de couvre-feux dans les grandes villes sont interprétées par les prolétaires rebelles comme autant de signes avant-coureurs d'une involution rapide du régime, vers la restauration d'une dictature ouverte sous couvert de « défense de la révolution ». Les centaines de milliers de militants des Frères musulmans attendent à leur tour un signal pour imiter leurs pairs iraniens des milices Basij et déferler dans les rues pour restaurer l'ordre islamique contre les émeutiers impies. Des forces nouvelles semblent émerger dans le camp prolétarien. Les médias du monde entier exploitent leur naïveté en les dépeignant comme des Black Bloc à l'occidentale : des jeunes révoltés plus motivés par la mise en scène spectaculaire et épisodique de la violence prolétarienne que par l'exercice méthodique de la force des classes exploitées et opprimées au service d'un projet de transformation sociale et de destruction de l'État. Mais le "spectacle" le plus intéressant n'est pas sur scène. Y compris celle largement médiatisée et symbolique de la place Tahrir du Caire. De plus en plus de sans réserves des principales métropoles d'Égypte choisissent l'action directe contre les représentants de l'État et ses institutions. Pour l'heure, mises à part ces quelques nouvelles formations de jeunes autonomes, aucun processus visible, tendant à l'auto-organisation de la révolte, ne semble, comme en Tunisie, émerger des violents combats de rue. » Et nous y ajoutons :*

*« Le chemin vers la libération du joug islamiste et de l'armée passe avant tout par la reprise de la lutte des classes dans les usines et dans les campagnes. Un passage indispensable pour envisager la constitution d'organismes politiques autonomes stables des exploités et des opprimés en Égypte capables de placer au cœur de leur plan stratégique la destruction de l'État et de la société divisée en classes. »*

---

<sup>38</sup> Le « printemps arabe » des prolétaires vient de commencer. Bulletin n°3. 28 février 2013

# ANNEXES

## BIBLIOGRAPHIE

En français

Hélène Cottenet *Ressources exogènes et croissance industrielle : le cas de l'Égypte*. Tiers-Monde Année 2000. Volume 41, Numéro 163.

Sophie Pommier *Égypte, l'envers du décor*. La Découverte, 2008.

Confluences Méditerranée n°75

Martine Gozlan, *Pour comprendre l'intégrisme islamiste*. Albin Michel, 2002.

H. Tammam, P. Haenni, *Les Frères musulmans égyptiens face à la question sociale : autopsie d'un malaise socio-théologique*. Institut Religioscope - Etudes et analyses – N°20 – Mai 2009

Xavier Ternizien, *Les Frères musulmans*. Pluriel 2010

J.Confavreux, A.Romano, *Égypte. Histoire, société, culture*. La Découverte 2010.

Christophe Ayad, *Géopolitique de l'Égypte*. Éditions Complexe, 2002.

Revue Moyen-Orient n°17

En anglais

BARTOLOMEO, Anna Di, FAKHOURY, Tamirace, PERRIN, Delphine, *Egypt – Migration Profil*, avril 2010 ([http://www.carim.org/public/migrationprofiles/MP\\_Egypt\\_EN.pdf](http://www.carim.org/public/migrationprofiles/MP_Egypt_EN.pdf))

CIÁ *World Factbook - Egypt* (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>)

EL DEEB, Bothaina, *Social Statistics in Egypt*. 2003, ([http://unstats.un.org/unsd/demographic/meetings/egm/Socialstat\\_0503/docs/no\\_32.pdf](http://unstats.un.org/unsd/demographic/meetings/egm/Socialstat_0503/docs/no_32.pdf))

GUALDONI, Annabela, *Egypt's Types of Employment*, janvier 2011, ([http://www.ehow.com/info\\_7756006\\_egypts-types-employment.html](http://www.ehow.com/info_7756006_egypts-types-employment.html))

*The Egyptian economy, 1952-2000: performance, policies, and issues*. Londres, 2006.

## LISTE DES PUBLICATIONS

### DOCUMENTS DE TRAVAIL

N°1	Les 35 heures contre le prolétariat –Considérations liminaires sur les agitations des chômeurs	Juin 1998	gratuit
N°2	Nazisme et question ouvrière	Juin 2001	2 €
N°3	Modalités de l'exploitation capitaliste	Juin 2001	2 €
N°4	Critique du « concept » de la nouvelle économie	Juin 2001	2 €
N°5	Argentine : Développement du capitalisme et lutte des classes/Péronisme et classisme/Dépasser l'Argentinazo	Juin 2003	5 €
N°6	L'antimondialisation, variante moderne dégénérée du socialisme petit-bourgeois	Juin 2003	2 €
N°7	Égypte : un coup d'État au nom du peuple et de la démocratie	Novembre 2013	1 €

---

*« Si la classe ouvrière lâchait pied, dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure »*

Karl MARX,  
*Salaire prix et profit, 1865*